



Rapport Financier Semestriel
30 juin 2025

SOMMAIRE

I. Attestation du responsable.....	3
II. Rapport semestriel d'activité.....	4
1. Evénements importants survenus au premier semestre 2025	
2. Activité et situation du Groupe au 30 juin 2025	
3. Autres informations	
Rapport d'examen limité du commissaire aux comptes sur les comptes intermédiaires consolidés	
III. Comptes consolidés semestriels au 30 juin 2025.....	20
- Comptes de résultat consolidés aux 30 juin 2025, 30 juin 2024 et 31 décembre 2024	
- Situations financières consolidées aux 30 juin 2025 et 31 décembre 2024	
- Etats du résultat global aux 30 juin 2025, 30 juin 2024 et 31 décembre 2024	
- Variations des capitaux propres aux 30 juin 2025, 31 décembre 2024 et 30 juin 2024	
- Tableaux de flux de trésorerie consolidés aux 30 juin 2025, 31 décembre 2024 et 30 juin 2024	
1. Informations sur la Société et le Groupe	
2. Evénements significatifs de la période	
3. Présentation et base de préparation des états financiers	
4. Principes, règles et méthodes comptables	
5. Recours à des estimations	
6. Périmètre de consolidation	
7. Notes sur le compte de résultat consolidé	
8. Notes sur l'état de la situation financière	
9. Autres informations	

STREAMWIDE
Société Anonyme au capital de 280.480,70 Euros
Siège social : 84, rue d'Hauteville 75010 PARIS

434 188 660 RCS PARIS

(La "Société")

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés du premier semestre 2025 figurant au chapitre III du présent rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe STREAMWIDE, et que le rapport semestriel d'activité figurant au chapitre II du présent rapport financier semestriel présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour le premier semestre 2025.

Fait à Paris, le 20 octobre 2025

Pascal BEGLIN
Président Directeur Général

STREAMWIDE
Société anonyme au capital de 280.480,70 Euros
Siège social : 84, rue d'Hauteville 75010 PARIS

434 188 660 RCS PARIS

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE
30 JUIN 2025

Lors de sa réunion en date du 12 septembre 2025, le conseil d'administration a examiné les comptes consolidés intermédiaires du Groupe STREAMWIDE ("le Groupe"), pour la période de 6 mois close le 30 juin 2025. Les comptes qui vous sont présentés ont été établis dans le respect des dispositions du plan comptable et des règles comptables applicables en France, et en observant les principes de prudence et de sincérité.

1. Evénements importants survenus au premier semestre 2025, progrès réalisés ou difficultés rencontrées, activités au sein du Groupe au premier semestre 2025

1.1 Evénements importants survenus au premier semestre 2025

o *Augmentation des revenus et des résultats semestriels 2025 :*

STREAMWIDE a enregistré un chiffre d'affaires de 11,5 M€ au titre du premier semestre 2025, en croissance de +24%.

Les plateformes de communications critiques **team on mission** et d'activités critiques **team on the run**, dont les revenus semestriels augmentent de +26% (8,8 M€), représentent 77% des revenus semestriels totaux du Groupe. Cette croissance (+1,8 M€) provient principalement d'un projet SaaS majeur en Amérique du Nord, mais également des nombreux autres projets initiés et déployés au cours du 1^{er} semestre 2025. Plusieurs d'entre eux, en France et en Europe notamment, illustrent la stratégie de STREAMWIDE de se diversifier vers le marché Entreprises afin de multiplier les relais de croissance, au-delà du marché de la sécurité publique. À noter également que le Groupe isole à compter du 1^{er} semestre 2025 les revenus récurrents issus de son activité SaaS (0,5 M€ au 30 juin 2025), amenés à se développer de façon importante au cours des prochains mois.

Avant activation des frais de personnels liés aux développements produits (4,4 M€ contre 3,4 M€ au 1^{er} semestre 2024), la masse salariale semestrielle (8,1 M€) est en augmentation de +1,2 M€, suite essentiellement à l'évolution des effectifs : 242 personnes présentes au sein du Groupe fin juin 2025 contre 225 fin juin 2024. Cette évolution nette (+17 personnes), contrôlée et maîtrisée, est conforme aux prévisions annoncées fin 2024 et permet de renforcer les équipes techniques pour accompagner les défis technologiques et la croissance à venir.

Après prise en compte d'un résultat financier négatif de 0,7 M€, suite à l'évolution négative du taux de change USD/EUR au cours du 1^{er} semestre 2025 (résultat de change négatif de 0,6 M€ dont 0,5 M€ sans impact cash, suite à la variation des écarts de conversion) et d'un résultat fiscal neutre (les résultats fiscaux français sont négatifs au 30 juin 2025 et le résultat fiscal américain également, suite à la déduction fiscale des investissements réalisés au cours du semestre), le résultat net ressort positif à 2,1 M€, en augmentation de +0,6 M€ (+42%) par rapport au 30 juin 2024. Il représente une marge nette de 19%, contre 16% au 1^{er} semestre 2024.

- o *Investissements massifs dans la technologie développée par le Groupe* : comme déjà annoncé et anticipé, les investissements techniques (infrastructures, performance et robustesse) et humains (architectes et ingénieurs développeurs) ont encore été importants début 2025, pour assurer de façon optimale la mise en production prochaine des plateformes dans le cadre du projet SaaS nord-américain et pour renforcer encore la souveraineté, la sécurité, l'évolutivité et la standardisation (3GPP) des solutions STREAMWIDE. La masse salariale nette augmente ainsi de +0,3 M€ (+7%) par rapport au 1^{er} semestre 2024 mais ne représente que 33% des revenus semestriels, contre 38% au 1^{er} semestre 2024.

1.2 Progrès réalisés ou difficultés rencontrées au sein du Groupe au premier semestre 2025

Diversification des sources de revenus

Le niveau des revenus annuels 2025 actuellement anticipé est satisfaisant et leur croissance est notamment portée par le projet SaaS d'envergure en Amérique du Nord pour le compte d'un acteur de référence, dont la mise en production devrait intervenir au 4^{ème} trimestre de l'exercice en cours. Les commandes reçues au cours de l'été devraient conduire à un niveau de revenus SaaS récurrents pour l'année 2025 largement supérieur à celui constaté au 30 juin 2025.

Alors que la croissance des revenus annuels 2025 est désormais assurée, son ampleur demeure liée au calendrier de déploiement des projets en cours. Cependant, le taux de croissance annuelle devrait rester très élevé, proche de celui observé au 1^{er} semestre de l'exercice 2025.

La base de revenus étant souvent plus favorable au 2nd semestre, et avec une structure de coûts en progression maîtrisée, l'impact du 2nd semestre 2025 sur la marge opérationnelle et sur les résultats annuels devrait donc être positif, comme lors de l'exercice 2024.

Investissements massifs et solidité de la structure financière du Groupe

Après une année réussie de diversification sectorielle des sources de revenus (marché Entreprises vs. marché Sécurité publique) et de croissance rentable, l'objectif du Groupe en 2025 reste de développer ses projets à l'international, tout en accentuant encore la récurrence de ses revenus (commercialisation en mode SaaS - "Software As A Service"). Le Groupe dispose des moyens financiers nécessaires pour mener à bien ces investissements, qu'ils soient technologiques ou humains.

Le 1^{er} semestre 2025 a démontré la capacité du Groupe à investir massivement dans sa technologie et son infrastructure technique, tout en conservant une structure financière solide, des niveaux élevés de rentabilité et de trésorerie disponible. L'objectif de croissance rentable en 2025 est donc d'ores et déjà atteint.

L'objectif d'internationalisation et de récurrence accrue des revenus est quant à lui en cours de réalisation et sera pleinement atteint lors du déploiement du projet SaaS majeur en Amérique du Nord. L'officialisation du projet dans les prochaines semaines permettra de confirmer que la technologie développée par STREAMWIDE est devenue indispensable pour les acteurs importants du secteur et que ce projet constitue un levier stratégique et structurant pour la croissance internationale de STREAMWIDE, en positionnant le Groupe sur une nouvelle trajectoire ambitieuse, capable de transformer son profil de croissance à court et moyen terme.

1.3 Évolution de l'activité du Groupe au premier semestre 2025

Évolution du chiffre d'affaires

Les plateformes de communications critiques **team on mission** et d'activités critiques **team on the run**, dont les revenus semestriels augmentent de +26% à 8,8 M€, représentent dorénavant 77% des revenus semestriels totaux du Groupe (+2 points par rapport au 1^{er} semestre 2024 et +7 points par rapport à l'exercice 2024).

Au 1^{er} semestre 2025, le Groupe a franchi une étape clé avec le lancement du déploiement d'un projet majeur pour le compte d'un acteur nord-américain de référence, témoignant de la pertinence de ses solutions et de sa capacité à exécuter des projets complexes, à grande volumétrie et à forte valeur ajoutée. Au 30 juin 2025, ce projet a déjà permis d'enregistrer un chiffre d'affaires de 1,7 M€ constitué de différents services professionnels (1,4 M€) et de premiers revenus récurrents (0,3 M€ au titre du 2nd trimestre 2025).

Encore confidentiel et en phase de finalisation contractuelle, ce projet SaaS amorce un modèle récurrent à forte valeur pour STREAMWIDE (licences en mode SaaS, support et services associés) avec une montée en puissance progressive et un potentiel significatif de revenus futurs.

D'autres projets ont été initiés et déployés au cours du 1^{er} semestre 2025, illustrant la stratégie de diversification du Groupe vers le marché Entreprises par rapport aux périodes précédentes où la croissance était principalement portée par le marché de la sécurité publique. Les revenus issus du partenariat avec Airbus Public Safety and Security (ex SLC) progressent légèrement à la suite de la renégociation contractuelle intervenue fin 2023. Les revenus issus du projet STORM (contrat pluriannuel de support signé en mai 2022) augmentent également au 1^{er} semestre 2025, sous l'effet des flux récurrents de support des plateformes en production.

Par nature, les revenus de l'activité "plateformes", qui s'élèvent à 8,8 M€ au 1^{er} semestre 2025, se composent de :

- revenus de Licences (4,0 M€), en augmentation de +0,3 M€
- revenus de Services (2,7 M€), en augmentation de +0,6 M€
- revenus de Maintenance (1,6 M€), en augmentation de +0,6 M€
- revenus récurrents SaaS (0,5 M€), en augmentation de +0,3 M€

La croissance des revenus de Licences a été portée par les nombreux projets déployés au cours du 1^{er} semestre 2025, démontrant la capacité du Groupe à diversifier ses sources de revenus en proposant sa technologie au-delà du seul secteur "public safety", où sa solution **team on mission** est déjà reconnue et éprouvée.

Les revenus de Services professionnels, par nature non récurrents, sont principalement liés au projet SaaS en Amérique du Nord et aux prestations techniques déjà réalisées pour ce projet (1,4 M€). En comparaison, d'autres projets, notamment en Europe, avaient généré 0,8 M€ de revenus au 1^{er} semestre 2024, sans effet récurrent en 2025.

Enfin, la progression des revenus de Maintenance provient essentiellement du projet STORM et de l'exploitation croissante des plateformes déjà déployées. Ces revenus récurrents de maintenance continueront d'augmenter dans les prochains mois, soutenus par les récentes mises en production et les ventes de licences observées depuis plusieurs semestres.

Revenus récurrents SaaS à 0,5 M€ : pour la première fois, le Groupe isole cette nature de revenus car ils sont amenés à se développer de façon importante au cours des prochains mois. Outre les revenus historiques issus de la solution **team on the run**, le Groupe enregistre au 30 juin 2025 les premiers revenus récurrents liés au projet SaaS en Amérique du Nord (0,3 M€).

L'activité historique "legacy" (solutions pour opérateurs télécom), qui ne nécessite plus ou peu d'investissements capitalistiques, représente 23% des revenus semestriels (2,7 M€), contre 25% au 1^{er} semestre 2024. Les ventes de licences augmentent de +0,3 M€ sur la période consécutivement à une extension de plateforme pour un client américain et s'établissent ainsi à 0,5 M€ au 30 juin 2025. Les revenus issus des services "legacy" (0,1 M€) diminuent de -0,3 M€, par suite d'upgrades de plateformes réalisés au cours du 1^{er} semestre 2024 pour des clients historiques du Groupe. Suite à ces prestations en Europe et Amérique du Nord en 2024, les flux récurrents de maintenance (2,1 M€) progressent de +0,4 M€ au 30 juin 2025.

Évolution des résultats

Les investissements techniques et humains ont encore été soutenus début 2025, pour assurer de façon optimale la mise en production prochaine des plateformes dans le cadre du projet SaaS nord-américain et pour renforcer encore la souveraineté, la sécurité, l'évolutivité et la standardisation (3GPP) des solutions STREAMWIDE. La masse salariale nette augmente ainsi de +0,3 M€ (+7%) par rapport au 1^{er} semestre 2024 mais ne représente que 33% des revenus semestriels, contre 38% au 1^{er} semestre 2024.

Les autres charges opérationnelles augmentent également dans leur ensemble (+0,4 M€), suite notamment à une augmentation (+0,1 M€) des charges d'infrastructure (3 nouveaux data centers en Amérique du Nord) et des commissions et honoraires, de recrutement notamment, versées au cours du 1^{er} semestre 2025 (+0,2 M€). Les autres frais généraux évoluent de façon cohérente avec le nombre de salariés présents au sein du Groupe et représentent 12% de la masse salariale brute (niveau identique à celui du 1^{er} semestre 2024).

Hors amortissements et après retraitement IFRS 16 des coûts locatifs (-0,4 M€ contre -0,3 M€ au 30 juin 2024), les coûts opérationnels ressortent à 5,1 M€ contre 4,5 M€, soit une augmentation de +0,6 M€.

La marge opérationnelle augmente ainsi de +1,6 M€ et ressort à 55% contre 51% au 1^{er} semestre 2024 et 57% au titre de l'exercice 2024.

L'augmentation des amortissements au 1^{er} semestre 2025 (+0,7 M€ à 3,6 M€) provient essentiellement de ceux liés aux frais de développements (+0,5 M€) suite à l'évolution des valeurs brutes activées depuis plusieurs exercices (6,5 M€ en 2023 et 7,6 M€ en 2024). Ils devraient se maintenir à ce niveau au cours des prochains mois, en fonction des différentes versions logicielles développées et mises en production (2 versions majeures par an). À noter également que les amortissements corporels augmentent de +0,1 M€ suite aux investissements réalisés dans les infrastructures techniques du Groupe (+3,1 M€). Les amortissements de ces nouvelles infrastructures, nécessaires pour soutenir la croissance des revenus récurrents, représentent environ 1 M€ en année pleine. Les amortissements relatifs aux droits locatifs augmentent quant à eux de +0,1 M€ au 1^{er} semestre 2025.

Après prise en compte d'un résultat financier négatif de 0,7 M€, suite à l'évolution négative du taux de change USD/EUR au cours du 1^{er} semestre 2025 (résultat de change négatif de 0,6 M€ dont 0,5 M€ sans impact cash, suite à la variation des écarts de conversion) et d'un résultat fiscal neutre (les résultats fiscaux français sont négatifs au 30 juin 2025 et le résultat fiscal américain également, suite à la déduction fiscale des investissements réalisés au cours du semestre), le résultat net ressort positif à 2,1 M€, en augmentation de +0,6 M€ (+42%) par rapport au 30 juin 2024. Il représente une marge nette de 19%, contre 16% au 1^{er} semestre 2024.

2. Activité et situation du Groupe au 30 juin 2025

2.1 Présentation des comptes consolidés

Le périmètre de consolidation du Groupe au 30 juin 2025 se compose de la Société, de sa filiale française STREAMWIDE France SAS et des 4 autres filiales étrangères suivantes :

- StreamWIDE Romania, société de droit roumain contrôlée à 100% ;
- StreamWIDE Inc, société de droit américain contrôlée à 100% ;
- StreamWIDE Tunisia Sarl, société de droit tunisien contrôlée à 100% ;
- StreamWIDE PTE Ltd, société de droit singapourien contrôlée à 100%.

À noter que la filiale chinoise du Groupe, Beijing StreamWIDE Technology, société de droit chinois contrôlée à 100% a été fermée et radiée au cours du premier semestre 2025. La société n'est plus consolidée au 30 juin 2025. Les 4 ex salariés de cette société ont été repris par le Groupe via des contrats de consultants, et continueront donc à travailler pour les intérêts du Groupe dans la zone APAC.

L'activité du Groupe au premier semestre 2025 se caractérise par un chiffre d'affaires (CA) en augmentation de +24%, un résultat opérationnel courant positif (2,7 M€) en progression de +0,9 M€ et par un résultat net, après prise en compte des impacts financiers négatifs et fiscaux positifs, bénéficiaire de 2,1 M€, en progression de +0,6 M€ (+42%) par rapport au premier semestre 2024.

Les principales données consolidées au titre du premier semestre 2025 sont les suivantes :

en K€	S1 2025	%CA	S1 2024	%CA	Var. (K€)	Var. (%)
Chiffre d'Affaires "Plateformes"	8 774	77%	6 969	75%	1 805	26%
Chiffre d'Affaires "Legacy"	2 690	23%	2 282	25%	408	18%
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	11 464		9 251		2 213	24%
Charges de Personnel	-3 727	33%	-3 475	38%	-252	7%
Charges Externes	-1 909	17%	-1 466	16%	-443	30%
Autres Charges / Produits	528	-5%	398	-4%	130	33%
TOTAL CHARGES avant amortissements	-5 108		-4 543		-565	12%
ROC avant amortissements (*)	6 356	55%	4 708	51%	1 648	35%
Dotations Amortissements et Dépréciations	-3 635		-2 907		-728	25%
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT (*)	2 722	24%	1 800	19%	921	51%
Autres Charges / Produits opérationnels	-6		-1		-6	
Charges / Produits financiers	-653		161		-814	
Charges / Produits d'impôts	61		-464		525	
RESULTAT NET	2 123	19%	1 496	16%	627	42%

(*) Le résultat opérationnel courant avant amortissements (ROC avant amortissements) correspond à la différence entre les produits et les charges d'exploitation, avant amortissements et dépréciations des immobilisations (EBITDA). Le résultat opérationnel courant (ROC) tient compte de ces amortissements et dépréciations (EBIT).

Le résultat opérationnel courant ressort bénéficiaire à +2,7 M€ au titre du premier semestre 2025 (+0,9 M€). Il s'établissait à 1,8 M€ au 30 juin 2024 (+51%). Retraité de l'impact des amortissements de période (3,6 M€ contre 2,9 M€ au 30 juin 2024, dont respectivement 2,9 M€ et 2,4 M€ au titre de l'amortissement des frais de développement), il est positif de 6,4 M€ contre 4,7 M€ au 30 juin 2024 (+1,6 M€ soit +35%).

L'analyse du chiffre d'affaires et de son évolution, ainsi que celle des résultats, ont été présentées ci-dessus dans les événements significatifs de la période (confer note 1.1 et 1.3).

Les autres éléments significatifs que l'on peut noter, concernant les résultats semestriels 2025 sont les suivants :

- Les charges de personnel augmentent de 0,3 M€ après activation des frais de développement. Avant cette activation, elles progressent de 1,2 M€ suite essentiellement à un effet volume et aux effectifs moyens qui passent de 225 fin 2024 à 242 fin juin 2025. Par ailleurs, les augmentations accordées fin 2024 viennent ajouter un effet prix à l'augmentation de la masse salariale constatée au premier semestre 2025.
- Les charges externes augmentent de 0,4 M€. Le retraitement lié à IFRS 16 "Contrats de location" (neutralisation des charges locatives) est de (0,4) M€ au 30 juin 2025 contre (0,3) M€ au 30 juin 2024, et évolue en fonction de la charge locative de période, ce qui implique un impact net non significatif.

L'augmentation des charges externes s'explique par celle des effectifs qui impacte l'ensemble des frais généraux, par des honoraires en hausse (+0,2 M€) et par des frais de télécommunication également en hausse de +0,1 M€ (3 nouveaux data centers en Amérique du Nord).

- *Les autres charges et produits* regroupent les taxes diverses ainsi que les reprises en résultat des Crédits d'Impôt Recherche, parallèlement aux amortissements pratiqués sur les projets financés (confer règles et méthodes comptables). Ces reprises sont de 581 K€ au 30 juin 2025 contre 501 K€ au 30 juin 2024.
- *La variation des amortissements* de période est de +0,7 M€ et provient essentiellement des amortissements pratiqués sur les frais de développement activés (+0,5 M€) et sur les immobilisations corporelles (+0,2 M€) suite notamment aux investissements réalisés dans les infrastructures techniques américaines du Groupe (3,1 M€). L'impact net (hors imposition différée) de l'activation des frais de développement est le suivant :
 - o 1^{er} semestre 2024 : activation de 3,8 M€ bruts de frais de développement, amortissement à hauteur de 2,4 M€ et reprise de Crédit d'Impôt Recherche pour 0,5 M€ : impact net en résultat opérationnel de 1,9 M€, au hausse de 0,5 M€ par rapport à celui du 1^{er} semestre 2023.
 - o 1^{er} semestre 2025 : activation de 5 M€ bruts de frais de développement, amortissement à hauteur de 2,9 M€ et reprise de Crédit d'Impôt Recherche pour 0,6 M€ : impact net en résultat opérationnel de 2,7 M€, au hausse de 0,8 M€ par rapport à celui du 1^{er} semestre 2024.
- *L'impact des produits / charges financiers* est négatif de -0,7 M€, suite essentiellement à des effets de change USD/€ défavorables au cours du 1^{er} semestre 2025 (pertes de change réalisées de -0,1 M€ et pertes de change latentes sans effet cash de -0,5 M€).
- *L'impact fiscal* est de +0,1 M€, contre une charge nette de -0,5 M€ au 30 juin 2024.

Depuis fin 2020, la valeur nette des frais de développement activés est devenue supérieure à celle des reports déficitaires restant à imputer, et cette tendance devrait se confirmer dans les prochaines années (investissements en hausse dans le développement produits et progression des bénéfices fiscaux). Ainsi, au 30 juin 2025, la valeur nette des frais de développement activés est de 20,6 M€ (contre 18,5 M€ au 31 décembre 2024 et 16,9 M€ au 30 juin 2024) alors que celle des reports déficitaires est de 5,4 M€ (contre 3 M€ au 31 décembre 2024 et 4 M€ au 30 juin 2024). Au 30 juin 2025, le solde net (15,2 M€) génère donc un passif d'impôt différé de 3,8 M€, inscrit en passif non courant dans la situation financière semestrielle.

Les perspectives de résultat comptable et fiscal du Groupe dans les prochaines années étant positives, l'activation des reports déficitaires restants (5,4 M€) est pleinement justifiée.

À noter également que le résultat fiscal de la filiale américaine du Groupe bénéficie de la déduction des investissements matériels réalisés au cours du 1^{er} semestre 2025. Le résultat fiscal est donc neutre alors que le résultat comptable est lui bénéficiaire de +1,5 M€ au 30 juin 2025.

Le résultat fiscal au 30 juin 2025 est détaillé ci-dessous :

en M€	HY 2025	HY 2024	FY 2024	Variation
Impôts différés sur activation R&D	-0,5	-0,4	-0,8	-0,1
Impôts différés actifs sur reports déficitaires	0,6	-0,1	-0,4	0,7
<i>dont filiales françaises</i>	0,6	-0,1	-0,4	0,7
<i>dont filiales étrangères</i>		-	-	-
Impôts différés sur retraitements	ns	ns	0,1	ns
Impôts courants	ns	ns	-0,2	ns
Total Charges (-) / Produits (+) d'impôts	0,1	-0,5	-1,3	0,6

- Les impôts courants ne sont pas significatifs et proviennent essentiellement de la filiale roumaine et tunisienne du Groupe, qui génèrent au niveau statutaire des résultats comptables et fiscaux positifs au 30 juin 2025 ;
- Les impôts différés passifs lié à l'activation des frais de développement (-0,5 M€) augmentent (0,1 M€), du fait de l'augmentation des montants nets activés au 30 juin 2025 (2,1 M€ contre 1,5 M€ au 30 juin 2024) ;
- Les impôts différés actifs sur reports déficitaires (0,6 M€) augmentent par rapport au premier semestre 2024 (+0,7 M€), suite à la perte fiscale du Groupe fiscal français activée.

Pour mémoire, la Société a opté, avec sa filiale STREAMWIDE FRANCE SAS, pour le régime de l'intégration fiscale depuis le 1^{er} janvier 2012.

Au total, le résultat opérationnel courant enregistre donc une augmentation de +0,9 M€ pour s'établir à 2,7 M€. Après prise en compte du résultat financier déficitaire (-0,7 M€) et des impacts fiscaux positifs (+0,1 M€), le résultat net semestriel 2024 est un bénéfice de 2,1 M€, en augmentation marquée de +0,6 M€ (+42%) par rapport à celui du 30 juin 2024.

La situation financière au 30 juin 2025 est la suivante :

(En K€)	30-juin-25	31-déc.-24	30-juin-25	31-déc.-24	
Immobilisations incorporelles	21 083	18 898	280	280	Capital social
Immobilisations corporelles	6 203	3 776	28 515	23 329	Primes et réserves
Autres actifs financiers	553	471	-3 667	-3 482	Titres auto détenus
Actifs d'impôts différés	-	-	2 123	4 703	Résultat Part du Groupe
ACTIFS NON COURANTS	27 839	23 145	27 251	24 830	TOTAL CAPITAUX PROPRES
Stocks	-	-	6 120	6 713	Passifs financiers
Créances clients	9 702	12 578	1 947	2 236	Passifs locatifs
Autres débiteurs	1 807	1 571	418	390	Provisions à long terme
Actifs fiscaux	3 338	2 015	2 666	2 229	Produits fiscaux différés
Trésorerie et équivalent de trésorerie	15 513	14 958	3 749	3 871	Passifs d'impôts différés
ACTIFS COURANTS	30 360	31 122	14 900	15 439	PASSIFS NON COURANTS
TOTAL ACTIFS	58 199	54 267	16 048	13 998	PASSIFS COURANTS
			58 199	54 267	TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS

Le total de la situation financière au 30 juin 2025 est de 58,2 M€. La hausse de +3,9 M€ par rapport à la clôture précédente provient essentiellement des éléments suivants :

A l'actif,

- *Activation des frais de développement* à hauteur de 5 M€ en valeur brute et 2,9 M€ d'amortissements, soit une augmentation de 2,1 M€ en valeur nette ;

Le montant immobilisé au seul titre des frais de développement augmente donc par rapport au 31 décembre 2024 et ressort à 20,6 M€ en valeur nette cumulée au 30 juin 2025 ;

- *Augmentation des actifs corporels (+2,4 M€)* suite aux investissements techniques et matériels réalisés par la filiale américaine du Groupe au cours du 1^{er} semestre 2025, nets des amortissements de période ;
- *Diminution du poste client (-2,9 M€)* suite à des facturations et à des encaissements plus réguliers sur le 1^{er} semestre 2025 qu'ils ne l'avaient été au cours du 1^{er} semestre 2024 ;
- *Autres débiteurs et actifs fiscaux* : le solde des autres débiteurs est essentiellement constitué de comptes de TVA évoluant avec l'activité et les actifs fiscaux sont quant à eux constitués principalement du Crédit d'Impôt Recherche (CIR) au titre de 2024 (2,1 M€) toujours en attente de remboursement (ce dernier devant intervenir au second semestre de l'exercice), du CIR et CII provisionnés au titre du premier semestre 2025 (0,9 M€) ;

- *Augmentation de la trésorerie brute* (+0,6 M€ par rapport au 31 décembre 2024) qui s'élève à 15,5 M€ au 30 juin 2025, hors dettes financières et locatives. Les flux de trésorerie opérationnels positifs (+9,8 M€) augmentent de +4,2 M€ par rapport au 1^{er} semestre 2024, suite à l'évolution des résultats semestriels et à la bonne gestion du BFR (-4,5 M€). Les investissements du 1^{er} semestre 2025 (8,3 M€) correspondent aux investissements récurrents dans le développement produits (5 M€, soit +1,2 M€) et à ceux réalisés dans les infrastructures techniques du Groupe début 2025 (3,1 M€, soit +2,8 M€). Les flux de financements sont négatifs au 30 juin 2025 (-1 M€) suite essentiellement aux remboursements de dettes financières (-0,7 M€) et aux rachats d'actions (-0,2 M€) effectués au cours du 1^{er} semestre 2025.

Au passif,

- *Augmentation des capitaux propres* (+2,5 M€), suite notamment au résultat net positif au 30 juin 2025 (+2,7 M€) et aux variations des actions auto détenues (-0,2 M€) ;
- *Diminution des passifs financiers courants et non courants* (-0,7 M€) suite aux différents remboursements de période ;
- *Augmentation des produits fiscaux différés courants et non courants* (+0,7 M€) : ces postes correspondent aux montants déclarés au titre des CIR et CII, dont l'impact résultat est différé. Ils impacteront positivement le résultat du Groupe lorsque les actifs sous-jacents (projets développés et activés) seront amortis. Au titre du premier semestre 2025, le Crédit d'Impôt Recherche et le Crédit d'Impôt Innovation sont de 902 K€ et la reprise constatée en résultat de 581 K€. Par ailleurs, des montants de CIR/CII rectificatifs au titre des exercices 2022 à 2024 ont également été comptabilisés, ce qui explique l'évolution des soldes au 30 juin 2025 ;
- *Augmentation des passifs sur contrats de revenus* (+1,1 M€), qui enregistrent, comme les années précédentes, les facturations faites en fin de période, relatives à des revenus futurs (par exemple, maintenance annuelle facturée d'avance). Le décalage existant depuis 2019 entre les revenus reconnus et les facturations effectuées envers un client significatif du Groupe diminuent avec le temps, mais d'autres projets (notamment STORM en France et le projet en Amérique du Nord) impliquent cependant de nouveaux passifs sur contrats de revenus.

Les flux de trésorerie de la période se présentent comme suit, entraînant une augmentation de trésorerie de 0,6 M€ :

(en K€)	HY 2025	HY 2024	FY 2024	Variations
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	9 825	5 617	10 863	4 208
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	-8 292	-4 198	-8 533	-4 094
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	-978	-2 040	-2 994	1 062
Variation de trésorerie	555	-621	-664	1 176

Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles sont positifs (+9,8 M€) suite aux résultats de période et au BFR de période (-4,5 M€), illustrant le contrôle efficace de l'activité.

Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement représentent principalement les frais de développement engagés au premier semestre 2025 (5 M€), non encore compensés partiellement par le remboursement de la créance nette du CIR 2024 (2,1 M€), qui devrait intervenir au cours du second semestre 2025, et les investissements matériels réalisés dans l'infrastructure technique de la filiale américaine du Groupe (3,1 M€).

Enfin, les flux de trésorerie provenant des activités de financement (-1 M€) correspondent aux remboursements de période des dettes financières (-0,7 M€), à la variation des dettes locatives (-0,1 M€) et aux acquisitions nettes d'actions en auto détention (-0,2 M€).

Evolution de la trésorerie par rapport au 31 décembre 2024 : l'augmentation de la trésorerie constatée au 30 juin 2025 (+0,6 M€) s'explique donc essentiellement par :

- Des flux opérationnels positifs de +9,8 M€ (+4,1 M€ par rapport au premier semestre 2024) suite à une CAF positive de 5,6 M€, en augmentation de +1,1M€ par rapport au 30 juin 2024, et à impact positif du BFR de période (4,2 M€) ;
- Des flux d'investissement de -8,3 M€ (+4,1 M€ par rapport au premier semestre 2024), suite aux développements continus des nouvelles solutions (5 M€), non encore compensés partiellement par le remboursement de la créance nette de CIR de 2 M€ au titre de 2024, et suite aux investissements matériels réalisés dans l'infrastructure technique de la filiale américaine du Groupe (3,1 M€) ;
- Des flux de financement négatifs de -1 M€ (-1,1 M€ par rapport au premier semestre 2024) suite aux remboursements de période des dettes financières (-0,7 M€), à la variation des dettes locatives (-0,1 M€) et aux acquisitions nettes d'actions en auto détention (-0,2 M€).

2.2 Evolution prévisible et perspectives d'avenir du Groupe

Après une année réussie de diversification sectorielle des sources de revenus (marché Entreprises vs. marché Sécurité publique) et de croissance rentable, l'objectif du Groupe en 2025 reste de développer ses projets à l'international, tout en accentuant encore la récurrence de ses revenus (commercialisation en mode SaaS - "Software As A Service"). Le Groupe dispose des moyens financiers nécessaires pour mener à bien ces investissements, qu'ils soient technologiques ou humains.

Le 1^{er} semestre 2025 a démontré la capacité du Groupe à investir massivement dans sa technologie et son infrastructure technique, tout en conservant une structure financière solide, des niveaux élevés de rentabilité et de trésorerie disponible. L'objectif de croissance rentable en 2025 est donc d'ores et déjà atteint.

L'objectif d'internationalisation et de récurrence accrue des revenus est quant à lui en cours de réalisation et sera pleinement atteint lors du déploiement du projet SaaS majeur en Amérique du Nord. L'officialisation du projet dans les prochaines semaines permettra de confirmer que la technologie développée par STREAMWIDE est devenue indispensable pour les acteurs importants du secteur et que ce projet constitue un levier stratégique et structurant pour la croissance internationale de STREAMWIDE, en positionnant le Groupe sur une nouvelle trajectoire ambitieuse, capable de transformer son profil de croissance à court et moyen terme.

3. Autres informations

3.1 Facteurs de risques

En termes de risques structurels, le Groupe estime que le niveau et la nature des risques qu'il encourt n'ont pas changé par rapport à ceux présentés dans les derniers rapports d'activité, semestriels ou annuels.

- *Risque liés à la croissance* : le Groupe peut avoir à faire face à un ralentissement de l'activité économique des opérateurs télécom et des principaux acteurs gouvernementaux ou autres OVI (Opérateurs d'Importance Vitale), ce qui a déjà été le cas au cours de périodes précédentes et ce qui est toujours le cas en 2025. Par ailleurs, les décalages de reconnaissance de revenus peuvent avoir un impact significatif sur une période donnée.

Par ailleurs, les nouveaux marchés adressés notamment par la solution **team on mission** sont souvent gouvernementaux et subissent ainsi de longs cycles de ventes et de décisions. Des décalages temporels significatifs peuvent ainsi exister entre l'ouverture des marchés et leur notification finale, et de nombreux événements exogènes peuvent intervenir tout au long des procédures de ces marchés publics. Cela implique donc un risque de décalage des calendriers opérationnels initialement prévus, sans doute plus important encore qu'avec des clients privés.

Enfin, il n'est pas garanti que la saisonnalité constatée régulièrement au dernier trimestre des exercices précédents (consommation des budgets par les clients) soit récurrente d'une année sur l'autre.

- *Risques technologiques et droit de propriété intellectuelle* : les technologies évoluant sans cesse et de façon de plus en plus rapide, des technologies de substitution aux technologies utilisées par le Groupe peuvent apparaître. Même si le Groupe est en veille permanente sur ces thèmes, il ne peut garantir qu'il saura systématiquement faire face à toutes les évolutions rapides que l'on peut constater dans un environnement concurrentiel mouvant et imprévisible.

L'adoption plus ou moins rapide des technologies développées par le Groupe, dans un marché exigeant, peut également apparaître comme un risque conjoncturel pour le Groupe, réduisant ou accélérant ainsi son rythme séquentiel de croissance.

Concernant la protection juridique et physique des solutions logicielles commercialisées par le Groupe, des procédures strictes de sauvegardes informatiques régulières, de dépôt de brevets et de dépôts des codes source, auprès notamment de l'Agence pour la Protection des Programmes (APP) à Paris, sont appliquées et respectées au sein du Groupe.

- *Risque concurrentiel* : le Groupe, encore de moindre taille par rapport à ses principaux concurrents étrangers, ne peut pas exclure qu'un acteur déjà présent sur le marché, ou qu'un nouvel entrant, puisse adopter un positionnement plus performant et gagner des parts de marché au détriment de ses intérêts. Même si une veille concurrentielle très régulière est effectuée, aucune assurance ne peut être donnée sur le fait que le Groupe sera en mesure de faire face à la concurrence présente ou potentielle.
- *Risques juridiques* : dans le cours normal de ses activités, le Groupe n'a été impliqué que dans de rares procédures juridictionnelles. Ces rares litiges ont été provisionnés en leur temps conformément aux principes comptables applicables et le Groupe estime que les provisions alors constituées au titre de ces risques, litiges ou situations contentieuses connues ou en cours sont d'un montant suffisant pour que la situation financière consolidée ne soit pas affectée de façon significative en cas d'issue défavorable.

À la connaissance de la Société, il n'existe pas de litige, arbitrage ou fait exceptionnel ayant eu dans un passé récent ou étant susceptible d'avoir dans le futur, une influence significative sur la situation financière, les résultats, l'activité et le patrimoine du Groupe.

- *Risques de change, de taux, de crédit, de liquidité, sur actions et autres placements* : ces différents risques sont détaillés dans les notes de l'annexe aux comptes consolidés semestriels 2025.
 - o *Risque de change* : peu de coûts opérationnels sont exprimés en dollar (uniquement ceux de la filiale américaine) et les revenus en dollar sont plus importants que ces coûts. Si le risque de change devenait réel et important, des instruments de couverture, inexistantes au 30 juin 2025, pourraient alors être utilisés par la Société et le Groupe pour se prémunir de ce risque. La direction de la Société et du Groupe reste toujours très attentive aux évolutions de la monnaie américaine.

- *Risque de taux* : au 30 juin 2025, toutes les dettes financières courantes et non courantes de la Société et du Groupe (emprunt obligataire, emprunts bancaires et PGE) supportent des taux fixes. La Société et le Groupe ne sont donc plus exposés au risque de taux.
- *Risque de crédit* : le risque de crédit provient essentiellement des créances clients. Des procédures mensuelles sont suivies afin de limiter le risque de non recouvrement et des relances systématiques sont établies à l'attention de clients parfaitement identifiés.

La structure du poste client au 30 juin 2025 et son évolution au début du second semestre de l'exercice, démontrent la bonne gestion de ce risque par la Société et le Groupe. Aucun risque structurel n'est identifié au 30 juin 2025.

- *Risque de liquidité* : le risque de liquidité s'analyse comme le risque que la Société et le Groupe encourent s'ils ne sont pas en mesure d'honorer leurs dettes à échéance. Afin de gérer ce risque, la Société et le Groupe ont mis en place un suivi mensuel de la trésorerie et une gestion prévisionnelle de leurs besoins de financement, afin de contrôler leur entière capacité à honorer leurs passifs exigibles.

Au 30 juin 2025, le Groupe dispose d'une solide situation financière, avec une trésorerie brute de 15,5 M€ et une dette financière de (7,4) M€, hors dettes locatives.

- *Risque sur actions et autres placements* : la politique de la Société et du Groupe est de rémunérer les excédents de trésorerie avec une prise minimale de risque. Au 30 juin 2025, et en cours de période, seuls des comptes à terme liquides et à rendement garanti sont utilisés.

3.2 Filiales et participations

Le périmètre du Groupe se compose des cinq (5) filiales opérationnelles suivantes au 30 juin 2025. À noter que la filiale chinoise, Beijing StreamWIDE Technology a été fermée et radiée fin mai 2025 et donc sortie du périmètre de consolidation à cette date. Les 4 ex salariés de la société continuent de travailler pour les intérêts du Groupe dans la zone APAC via des contrats de consulting. La société StreamWIDE Signaling, société de droit français contrôlée à 100%, n'est pas consolidée car aucun flux significatif n'a été enregistré depuis la création de la société.

- StreamWIDE France, société de droit français contrôlée à 100%
- StreamWIDE Romania, société de droit roumain contrôlée à 100%
- StreamWIDE Inc, société de droit américain contrôlée à 100%
- StreamWIDE Tunisia Sarl, société de droit tunisien contrôlée à 100%
- StreamWIDE PTE Ltd, société de droit singapourien contrôlée à 100%.

Société	Siège	% de contrôle		Méthode de consolidation
		30-juin-25	31-déc.-24	
STREAMWIDE SA	84 rue d'Hauteville 75010 PARIS			Soc. Mère
STREAMWIDE France SAS	84 rue d'Hauteville 75010 PARIS	100%	100%	IG
STREAMWIDE Romania	165 Splaiul Unirii, TN 3 Building, 3rd floor, Sector 3, 030133, BUCHAREST	100%	100%	IG
STREAMWIDE Inc.	1099 Wall Street West, Suite 354 LYNDHURST , New Jersey 07071	100%	100%	IG
STREAMWIDE Tunisie	Rue du Lac Constance Immeuble Green Center, C1.1, 1er étage Les Berges du Lac- TUNIS 1053	100%	100%	IG
STREAMWIDE PTE Ltd	141 Cecil Street 10.01-T.A.A. Building 069541 SINGAPORE	100%	100%	IG

3.3 Informations sociales et environnementales

(a) Au niveau du Groupe, les effectifs sont les suivants au 30 juin 2025 :

- StreamWIDE SA (la Société) et StreamWIDE France : 50 personnes
- StreamWIDE Romania : 104 personnes
- StreamWIDE Inc. : 15 personnes
- StreamWIDE Tunisie : 73 personnes

Au 30 juin 2025, le Groupe compte 242 personnes contre 225 fin décembre 2024 (+17 personnes) et 225 fin juin 2024 (+17 personnes).

Par rapport au 30 juin 2024, les mouvements nets intervenus sont les suivants :

- StreamWIDE Romania : + 10 personnes
- StreamWIDE Beijing : -4 personnes
- StreamWIDE Tunisie : + 6 personnes
- StreamWIDE Inc. : +5 personnes

(b) Liste des accords collectifs conclus au sein de la Société

Un accord d'intéressement, proche de celui qui existait auparavant, a été signé en 2023 et couvre ainsi les exercices 2023 à 2025.

Au 30 juin 2025, une provision pour intéressement de 97 K€ a ainsi été constatée car le seuil de déclenchement (10% de rentabilité nette consolidée) a été atteint.

(c) Informations environnementales

Concernant les risques environnementaux, les activités du Groupe et de la Société, de par leur nature, n'ont pas de conséquence significative et majeure sur l'environnement.

Le Groupe s'est cependant inscrit dans une démarche RSE formelle depuis le début de l'exercice 2023 et a mis en place certaines actions et certains indicateurs de performance et de suivi, notamment la réalisation d'un premier bilan carbone, qui sera mis à jour et amélioré chaque année.

Concernant l'économie circulaire et la lutte contre le gaspillage alimentaire, le Groupe et la Société, sans prendre d'engagement formel vu les impacts jugés peu significatifs, restent attentifs à la mise en œuvre de toute source d'économie potentielle.

3.4 Actions d'auto contrôle et Bons de Souscription d'Action

Au 30 juin 2025, le contrat de liquidité, opéré par la société Louis Capital Market depuis novembre 2013, est investi à hauteur de 3.658 actions de la Société contre 5.359 actions au 31 décembre 2024, et présente un solde de liquidité de 69 K€. À noter également que la Société dispose au 30 juin 2025 de 147.575 titres acquis dans le cadre de son programme de rachat d'actions (contre 123.309 au 31 décembre 2024). L'ensemble de ces actions ayant été acquis à un cours moyen (33,43 €) inférieur au cours de clôture constaté au 30 juin 2025 (40,30 €), aucune perte de valeur n'est à constater et le solde net des actions auto détenues inscrit en capitaux propres est de 3.677 K€ au 30 juin 2025.

Pour rappel, les principales caractéristiques des BSANNE, émis et souscrits en octobre 2022, sont les suivantes :

- *BSAANE 2022-1 dits "managers-salariés"* : prix d'exercice de 42 € par action nouvelle et parité de 1 BSA pour 1 action nouvelle. Le nombre de BSAANE-1 émis et entièrement souscrits est de 90.130. Ces BSA seront négociables à compter du 23 novembre 2023 et ont une période de validité de 3 ans, soit jusqu'au 23 novembre 2025 ;
- *BSAANE 2022-2 dits "personnes dénommées"* : prix d'exercice de 42 € par action nouvelle et parité de 1 BSA pour 1 action nouvelle. Le nombre de BSAANE-2 émis et entièrement souscrits est de 10.720. Ces BSA seront négociables à compter du 23 novembre 2023 et ont une période de validité de 3 ans, soit jusqu'au 23 novembre 2025.

Au 30 juin 2025, le nombre de BSANNE-1 restant à exercer est de 87.030 (vs 90.130 à l'origine) car 3.100 BSANNE-1 sont devenus caducs, suite au départ, en 2023, de 4 salariés souscripteurs avant la période de conversion. Le nombre de BSANNE-2 restant à exercer est quant à lui inchangé (10.720) car aucun mouvement (départ personnes dénommées ou exercice de bons) n'est intervenu au cours du premier semestre 2025.

Un nouveau plan de BSA (BSAANE 2025) a été mis en œuvre et entièrement souscrit le 30 mai 2025. Les principales caractéristiques de ces BSAANE 2025 sont les suivantes :

- *BSAANE 2025-1 dits "managers-salariés"* : prix d'exercice de 68 € par action nouvelle et parité de 1 BSA pour 1 action nouvelle. Le nombre de BSAANE 2025-1 émis et entièrement souscrits est de 58.260. Ces BSA seront négociables à compter du 30 mai 2026 et ont une période de validité de 3 ans, soit jusqu'au 30 mai 2028 ;
- *BSAANE 2025-2 dits "personnes dénommées"* : prix d'exercice de 68 € par action nouvelle et parité de 1 BSA pour 1 action nouvelle. Le nombre de BSAANE 2025-2 émis et entièrement souscrits est de 1.100. Ces BSA seront négociables à compter du 30 mai 2026 et ont une période de validité de 3 ans, soit jusqu'au 30 mai 2028..

Au 30 juin 2025, le capital social de la Société est de 280.480,70 € et se compose de 2.804.807 actions d'une valeur nominale de 0,1 € chacune, sans changement par rapport à la dernière clôture annuelle.

3.5 Informations concernant la répartition du capital au 30 juin 2025

Nous vous indiquons ci-après la répartition du capital social et des droits de vote au 30 juin 2025 :

Identité	Part du capital social nb de titres/ nb total (%)	% des droits de vote
BE2TEL (P. Béglin)	49,3 %	59,6 %
OKHEMA (L. Gaichies)	18,7 %	22,5 %
Salariés de la Société	2,8 %	3,3 %
Auto détention	5,4 %	-
Public	23,8 %	14,6%

Nous précisons que, conformément à l'article 12 des statuts de notre Société, les actions inscrites nominativement au nom d'un même actionnaire pendant plus de deux ans donnent droit de vote double.

Au 30 juin 2025, le nombre total d'actions à droit de vote double est de 1.988.727 et le nombre théorique total de droits de vote est donc de 4.783.634.

STREAMWIDE SA

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2025

Rapport d'examen limité du commissaire aux comptes sur les comptes intermédiaires consolidés condensés

Au Président-Directeur Général,

En notre qualité de commissaire aux comptes de la société StreamWIDE et en réponse à votre demande dans le cadre de la publication des comptes au 30 juin 2025, nous avons effectué un examen limité des comptes intermédiaires consolidés condensés de celle-ci, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2025, tels que joints au présent rapport.

Ces comptes intermédiaires consolidés condensés ont été arrêtés sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes intermédiaires consolidés condensés.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France et la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes intermédiaires consolidés condensés, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes intermédiaires consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Ce rapport est régi par la loi française. Les juridictions françaises ont compétence exclusive pour connaître de tout litige, réclamation ou différend pouvant résulter de notre lettre de mission ou du présent rapport, ou de toute question s'y rapportant. Chaque partie renonce irrévocablement à ses droits de s'opposer à une action portée auprès de ces tribunaux, de prétendre que l'action a été intentée auprès d'un tribunal incompétent, ou que ces tribunaux n'ont pas compétence.

Paris-La Défense, le 17 octobre 2025

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG et Autres
Carine MALVAL

• **Comptes de résultat consolidés aux 30 juin 2025, 30 juin 2024 et 31 décembre 2024**

en K€	30-juin-25 (6 mois)	30-juin-24 (6 mois)	31-déc-24 (12 mois)	Note
Licences	4 403	3 747	8 812	
Maintenance	3 700	2 726	5 690	
Prestations de services	2 817	2 563	6 008	
SAAS récurrent	544	215	494	
Chiffre d'affaires	11 464	9 251	21 004	7.1
Achats et variations de stocks	0	0	0	
Charges externes	-1 909	-1 466	-2 835	7.3
Impôts et taxes	-118	-90	-193	
Charges de personnel	-3 727	-3 475	-7 231	7.2
Dotations aux amortissements	-3 662	-2 907	-6 161	7.4
Dotations nettes aux provisions	28	-25	-34	7.4
Autres produits d'exploitation	646	513	1 183	7.5
Autres charges d'exploitation	0	0	0	
Résultat opérationnel courant	2 722	1 800	5 734	
Autres produits opérationnels	0	0	0	
Autres charges opérationnelles	-7	-1	-1	7.5
Résultat opérationnel	2 715	1 799	5 733	
Produits de trésorerie et d'équivalents	161	247	459	
Coût financier Brut	-233	-230	-465	
Coût financier Net	-72	16	-5	7.6
Autres produits financiers	66	165	316	7.6
Autres charges financières	-647	-20	-38	7.6
Résultat financier	-653	161	273	
Charges / Produits d'impôts	61	-464	-1 303	7.7
Résultat net des activités poursuivies	2 123	1 496	4 703	
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession				
Résultat net	2 123	1 496	4 703	
Part du Groupe	2 123	1 496	4 703	
Intérêts ne conférant pas le contrôle				
Résultat de base par action	0,80	0,54	1,75	7.8
Résultat dilué par action	0,80	0,54	1,75	7.8

- **Situations financières consolidées aux 30 juin 2025 et 31 décembre 2024**

en K€	30-juin-25	31-déc.-24	Note
Immobilisations incorporelles	21 083	18 899	8.1
Immobilisations corporelles	6 203	3 776	8.2
Autres actifs financiers	553	471	8.3
Actifs d'impôts différés	-	-	8.4
ACTIFS NON COURANTS	27 839	23 146	
Créances clients	9 702	12 578	8.5
Autres débiteurs	1 807	1 572	8.5
Autres actifs fiscaux	3 338	2 015	8.5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15 513	14 958	8.6
ACTIFS COURANTS	30 360	31 122	
TOTAL ACTIFS	58 199	54 267	
Capital	280	280	
Primes	4 257	4 164	
Réserves consolidées	24 258	19 165	
Titres auto détenus	-3 667	-3 482	
Résultat net part du Groupe	2 123	4 703	
Intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	
CAPITAUX PROPRES	27 251	24 830	8.7
Passifs financiers	6 120	6 713	8.8
Passifs locatifs	1 947	2 236	8.10
Provisions non courantes	418	390	8.9
Produits fiscaux différés	2 666	2 229	8.10
Passifs d'impôts différés	3 749	3 871	8.10
PASSIFS NON COURANTS	14 900	15 439	
Passifs financiers	1 265	1 384	8.8
Passifs locatifs	591	508	8.10
Provisions courantes	0	0	8.9
Fournisseurs et autres créditeurs	941	652	8.10
Dettes fiscales et sociales	4 346	3 860	8.10
Produits fiscaux différés	1 333	1 114	8.10
Produits constatés d'avance	7 572	6 478	8.10
PASSIFS COURANTS	16 048	13 998	
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	58 199	54 267	

- États du résultat global aux 30 juin 2025, 30 juin 2024 et 31 décembre 2024

En K€	30-juin-25	31-déc-24	30-juin-24
Résultat Net	2 123	4 703	1 496
Ecarts de conversion	279	-195	-105
Ecarts actuariels sur régimes à prestations définies			
Total Gains / Pertes directement en capitaux propres	279	-195	-105
Résultat Net + Gains/Pertes directement en capitaux propres	2 402	4 508	1 391

- Variations des capitaux propres consolidés aux 30 juin 2025, 31 décembre 2024 et 30 juin 2024

(En K€)	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto détenus	Réserves et Résultats consolidés	Gains / Pertes en cap. propres	Autres variations	TOTAL Part Groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	TOTAL
Capitaux propres 31 DEC. 2023	280	4 164	-1 290	19 513	-337	139	22 469	0	22 469
Opérations sur capital							0		0
Paiements fondés sur des actions									
Opérations sur titres auto détenus			-1 263	34			-1 229		-1 229
Dividendes									
Résultat Global				1 496	-105		1 391		1 391
Variations de périmètre									
Autres mouvements							0		0
Capitaux propres 30 JUIN 2024	280	4 164	-2 553	21 043	-442	139	22 631	0	22 631
Opérations sur capital							0		0
Paiements fondés sur des actions									
Opérations sur titres auto détenus			-929	12			-917		-917
Dividendes									
Résultat Global				3 207	-90		3 117		3 117
Variations de périmètre									
Autres mouvements						-1	-1		-1
Capitaux propres 31 DEC. 2024	280	4 164	-3 482	24 262	-532	138	24 830	0	24 830
Opérations sur capital							0		0
Paiements fondés sur des actions		93					93		93
Opérations sur titres auto détenus			-185	33			-152		-152
Dividendes									
Résultat Global				2 123	279		2 402		2 402
Variations de périmètre							0		0
Autres mouvements						78	78		78
Capitaux propres 30 JUIN 2025	280	4 257	-3 667	26 418	-253	216	27 251	0	27 251

• **Tableaux de flux de trésorerie consolidés aux 30 juin 2025, 31 décembre 2024 et 30 juin 2024**

(En K€)	30-juin-25	30-juin-24	31-déc.-24
Résultat Net consolidé	2 123	1 496	4 703
<i>Eléments non constitutifs de flux liés à l'activité</i>			
Dotations aux amortissements	3 304	2 624	5 489
[IFRS 16] Dotations droits d'usage	358	283	672
Variation des provisions	-28	25	33
Gains et pertes de change latents	519	-146	-278
Plus ou moins value de cession			
Autres produits d'exploitation (*)	-646	-513	-1 183
<i>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôts</i>	<i>5 630</i>	<i>3 769</i>	<i>9 436</i>
Coût de l'endettement financier net	72	-16	5
Charge d'impôts sur le résultat	-61	464	1 303
<i>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts</i>	<i>5 641</i>	<i>4 217</i>	<i>10 744</i>
Variation actifs	-1 292	548	3 394
Variation passifs	2 892	1 948	4 272
<i>Impact du BFR lié à l'activité</i>	<i>4 184</i>	<i>1 400</i>	<i>878</i>
Impôts versés	-	-	-760
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES	9 825	5 617	10 863
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-8 273	-4 328	-9 691
Cession d'immobilisation corporelles et incorporelles			
Variation immobilisations financières	-82	130	-15
Cession d'immobilisations financières			
Variation des prêts et avances consentis			
Variation des autres flux liés aux opérations d'investissement (**)	63	0	1 173
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-8 292	-4 198	-8 533
Augmentation (diminution) de capital	93	-	-
Augmentation (diminution) des emprunts	-713	-626	-1 082
[IFRS 16] Augmentation (diminution) des dettes locatives	-159	-157	298
[IFRS 16] Intérêts financiers nets versés	-47	-39	-79
Dividendes versés			
Rachats et reventes d'actions propres	-152	-1 218	-2 132
Autres flux liés aux opérations de financement			
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT	-978	-2 040	-2 994
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	555	-621	-664
Trésorerie début de période	14 958	15 622	15 622
Trésorerie fin de période	15 513	15 001	14 958

(*) Les autres produits calculés, sans impact de trésorerie, correspondent aux reprises en résultat du Crédit d'Impôt Recherche constatées au cours des périodes présentées

(**) Les autres flux liés aux opérations d'investissement correspondent aux remboursements du Crédit d'Impôt Recherche constatés au cours des périodes présentées

- **Annexes aux comptes consolidés**

1. Informations sur la Société et le Groupe

Acteur majeur depuis plus de 20 ans sur le marché des communications critiques, STREAMWIDE a développé avec succès ses solutions logicielles **team on mission** (missions critiques) et **team on the run** (activités critiques) destinées aux administrations et aux entreprises.

Ces solutions pour smartphones et PCs, proposées en mode SaaS ou sous forme de licences, bénéficient de nombreuses fonctionnalités telles que la discussion de groupes multimédia, la VoIP, le talkie-walkie (MCPTT et MCx nouvelle génération 4G/5G LTE), la géolocalisation, la numérisation et l'automatisation des processus métier. Ces solutions innovantes répondent aux besoins croissants de transformation digitale et de coordination en temps réel des interventions. Elles permettent aux équipes terrain de transformer les contributions individuelles en succès collectifs et d'agir comme un seul homme dans les environnements professionnels les plus exigeants.

STREAMWIDE est également présent sur le marché logiciel des Services à Valeur Ajoutée pour les opérateurs télécom (messagerie vocale visuelle, facturation et taxation d'appels en temps réel, serveurs vocaux interactifs, d'applications et d'annonces) avec plus de 130 millions d'utilisateurs finaux partout dans le monde.

Opérant depuis la France, l'Europe, les USA, l'Asie et l'Afrique, STREAMWIDE met en place des équipes locales et spécialisées pour fournir les prestations de déploiement, de support et d'assistance qui accompagnent chacun de ses clients sur la voie de la différenciation et de la rentabilité.

STREAMWIDE SA, la société consolidante, est une société anonyme de droit français à Conseil d'Administration dont les titres sont admis aux négociations sur le marché Growth (Euronext Paris) sous le code FR0010528059. Son siège social est situé au 84 rue d'Hauteville 75010 Paris.

Les comptes consolidés semestriels clos au 30 juin 2025 ont été examinés par le Conseil d'Administration en sa séance du 12 septembre 2025.

2. Événements significatifs de la période

Les principaux événements significatifs de la période sont présentés au chapitre 1 du rapport semestriel d'activité. Ils sont rappelés ci-dessous de façon synthétique :

- Augmentation des revenus semestriels 2025
- Hausse des marges opérationnelles
- Augmentation des résultats semestriels 2024
- Fermeture et radiation de la filiale chinoise du Groupe, Beijing StreamWIDE Technology
- Investissements soutenus dans la technologie développée par le Groupe
- Déploiement d'un projet SaaS d'envergure en Amérique du Nord.

3. Présentation et base de préparation des états financiers

3.1 Référentiel comptable

Les états financiers consolidés résumés du Groupe STREAMWIDE pour le semestre clos au 30 juin 2025 ont été établis conformément aux dispositions de la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire et sur la base des normes IFRS et des interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), telles qu'adoptées dans l'Union Européenne et d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2025.

En application de la norme IAS 34, les notes explicatives incluses dans les présents états financiers ont pour objectif :

- de mettre à jour les informations comptables et financières contenues dans les derniers comptes consolidés annuels publiés au 31 décembre 2024 ;
- d'apporter des informations comptables et financières nouvelles sur des éléments significatifs intervenus au cours de la période.

3.2 Principes retenus

Les comptes consolidés semestriels du Groupe ont été établis selon le principe du coût historique, à l'exception de certaines catégories d'actifs et de passifs, conformément aux règles édictées par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les principes, règles et méthodes comptables appliqués. Ils sont présentés en milliers d'euros (sauf indication contraire).

3.2.1 Normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB et d'application obligatoire aux exercices ouverts depuis le 1^{er} janvier 2025

Nouvelles normes et interprétations d'application obligatoire

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés sont conformes aux normes et interprétations IFRS, telles qu'adoptées pour l'Union européenne au 30 juin 2025. Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

La Société a adopté les normes, amendements et interprétations suivantes d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025:

- Amendements IAS 21 "Effets des variations des cours des monnaies étrangères" : absence de conversion.

L'application de ces normes et amendements à compter du 1^{er} janvier 2025 est sans incidence sur les états financiers consolidés de la Société au 30 juin 2025.

3.2.2 Principes de présentation

État de la situation financière

La norme IAS 1 "Présentation des états financiers" impose de présenter l'état de la situation financière en fonction de l'exigibilité des actifs et des passifs. Ceux-ci sont donc classés en éléments courants ou non courants, correspondant d'une manière générale aux échéances inférieures ou supérieures à un an.

Compte de résultat et état du résultat global

La norme IAS 1 "Présentation des états financiers" offre la possibilité de présenter les composantes du résultat soit en tant qu'élément d'un état unique de résultat global, soit dans un compte de résultat séparé, présenté immédiatement avant l'état du résultat global. Le groupe STREAMWIDE a opté, conformément à la recommandation du CNC n°2009-R.03 du 2 juillet 2009, pour la présentation d'un compte de résultat séparé et d'un état du résultat global.

Le compte de résultat séparé conserve une classification des composantes par nature.

Le résultat opérationnel courant correspond au résultat net avant prise en compte :

- des éléments non récurrents et significatifs (isolés sous les rubriques "autres produits et charges opérationnels"), qui permettent la distinction entre le résultat opérationnel courant et le résultat opérationnel,
- des éléments financiers (coût de l'endettement net augmenté ou diminué des autres charges et produits financiers),
- de la charge / produit d'impôts (impôts courants et différés),
- du résultat des activités cédées ou abandonnées, si applicable.

La présentation adoptée par le Groupe est conforme aux recommandations du Conseil national de la Comptabilité et à celles de l'Autorité des Marchés Financiers.

4. Principes, règles et méthodes comptables

4.1 Méthodes de consolidation

Les comptes consolidés incluent les états financiers de la société mère ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère ("les filiales").

Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités. Les participations dans les filiales sont comptabilisées selon la méthode de l'intégration globale.

La quote-part de résultat net et des capitaux propres attribuables aux actionnaires minoritaires est présentée distinctement dans les capitaux propres et dans le compte de résultat consolidé en tant que participations ne donnant pas le contrôle.

Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de résultat consolidé, respectivement depuis la date de prise de contrôle ou jusqu'à la date de la perte de contrôle.

Le cas échéant, des retraitements sont effectués sur les états financiers des filiales pour harmoniser et homogénéiser les principes comptables utilisés avec ceux des autres entreprises du périmètre de consolidation.

Tous les soldes et opérations intragroupes sont éliminés au niveau de la consolidation.

Depuis sa création, le groupe STREAMWIDE n'a pas pris de participation dans des entreprises associées et/ou des coentreprises.

Au 30 juin 2025, toutes les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation (confer note 6) sont des filiales et sont donc consolidées par intégration globale.

Ces différentes filiales ont été créées directement par le Groupe. Ce dernier n'ayant pas effectué antérieurement au 30 juin 2025 d'opérations de croissance externe, aucun goodwill n'est constaté dans les états de la situation financière du Groupe.

4.2 Monnaies étrangères

La monnaie de présentation des états financiers du Groupe est l'Euro. C'est également la monnaie fonctionnelle de la société consolidante, STREAMWIDE SA.

La monnaie fonctionnelle des filiales étrangères est généralement la monnaie locale des pays dans lesquels elles sont implantées (USA – USD, Chine – CNY, Roumanie – RON, Tunisie – TND et Singapour - SGD).

La conversion en euros des états financiers des filiales libellés en monnaie locale est effectuée pour les états de la situation financière au taux de clôture.

Les produits et les charges sont convertis au cours de change en vigueur aux dates de transactions ou, en pratique, à un cours qui s'en approche et qui correspond, sauf en cas de fluctuations importantes des cours, au cours moyen de la période clôturée. La différence de conversion en résultant est inscrite directement dans les capitaux propres.

Les transactions libellées en devises, autres que la monnaie fonctionnelle, sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les résultats de change latents ou réalisés sont inscrits en compte de résultat sous les rubriques "autres produits financiers" ou "autres charges financières".

4.3 Comptabilisation des produits

Dans les différents contrats du Groupe, que la vente se fasse de façon directe ou indirecte, et quel que soit le logiciel concerné par le droit d'utilisation, les 4 prestations (licences, support, services professionnels et abonnements SaaS) et les obligations de performance associées sont considérées comme distinctes. Le prix de la transaction, dont la détermination n'est pas dépendante d'éléments structurants, significatifs et récurrents, est également alloué de façon directe à chaque obligation de performance. Enfin, la comptabilisation du produit est effectuée à une date donnée (licences) ou dans le temps (support et services professionnels) lorsque les obligations de performance sous-jacentes sont satisfaites.

Le chiffre d'affaires réalisé par le Groupe provient des sources suivantes : licences d'utilisation des logiciels, prestations de maintenance associées (mises à jour et support technique), prestations de services (installation et formation) et abonnements SaaS (licences et support associé).

Les revenus sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des remises commerciales ou rabais. Un produit est comptabilisé en chiffre d'affaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété. En général, le chiffre d'affaires est comptabilisé lorsqu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue (pour les biens notamment), que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques liés à la transaction bénéficieront au Groupe.

Concernant les revenus liés aux ventes sous licence des logiciels, le Groupe reconnaît en général le revenu à la mise à disposition du (des) logiciel(s) matérialisée par un document d'acceptation du client. Ces règles et méthodes comptables étant identiques dans les comptes statutaires, notamment lorsque qu'un prix de vente moyen est retenu pour tenir compte d'un nombre estimé de commandes futures pour un même client à la clôture d'un exercice, l'application de la norme IFRS 15 n'entraîne pas de retraitement spécifique en consolidation.

Lorsque les ventes sont réalisées par le biais d'un distributeur, le Groupe ne comptabilise le revenu qu'à réception de l'avis de livraison au client final et à condition que les autres critères généraux de reconnaissance des revenus soient remplis.

Le chiffre d'affaires issu de la maintenance est comptabilisé de façon linéaire sur la durée du contrat de maintenance.

Le chiffre d'affaires issu des prestations de service est comptabilisé lorsque les prestations sont exécutées et les services rendus, sur la base de récapitulatifs d'activité et d'acceptation client.

Le chiffre d'affaires issu de l'activité SaaS provient de contrats annuels ou pluriannuels d'abonnement, dans le cadre de mise à disposition de licences, intégrant les services de SaaS dédiés.

4.4 Subventions, aides publiques et Crédit d'Impôt Recherche

Dans le cadre de ses activités de Recherche et Développement, le Groupe bénéficie du Crédit d'Impôt Recherche qui est une aide fiscale française.

Conformément à la norme IAS 20 "Subventions et aides publiques", le Groupe comptabilise un produit différé, afin d'étaler en résultat le bénéfice de ces aides. La valeur brute comptable des frais de développement n'est donc pas impactée.

Les Crédits d'Impôt Recherche sont ainsi différés dans le temps et constatés en résultat proportionnellement aux amortissements constatés au titre des projets de développement générant ces crédits d'impôt.

L'impact résultat constaté est inscrit sous la rubrique "autres produits d'exploitation" du compte de résultat et isolé sous la rubrique "autres produits d'exploitation" dans les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, car sans impact de trésorerie.

4.5 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles (hors frais de développement) sont inscrites à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

- Licences informatiques 1-3 ans
- Logiciels 1-3 ans

Les frais de développement ne sont comptabilisés en immobilisations incorporelles que s'ils répondent à tous les critères d'activation énoncés par la norme IAS 38 "Immobilisations incorporelles" :

- Faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'actif incorporel en vue de sa mise en service ou de sa vente,
- Intention du Groupe de mener le projet de développement à son terme,
- Capacité du Groupe à mettre en service ou à vendre son actif incorporel,
- Potentiel de l'actif incorporel à générer des avantages économiques futurs,
- Disponibilité des ressources techniques, financières et autres appropriées pour achever le développement du projet,
- Capacité du Groupe à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'actif incorporel au cours de son développement.

Les actifs incorporels relatifs aux frais de développement sont amortis sur 5 ans selon le mode linéaire, dès leur mise en service.

La charge d'amortissement des immobilisations incorporelles est comptabilisée sous la rubrique "dotations aux amortissements" du compte de résultat.

4.6 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. Ce coût d'acquisition comprend les frais directement attribuables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état afin de permettre son exploitation.

L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

- Agencements et installations - 10 ans
- Matériel, outillage et matériel de bureau - 10 ans
- Matériel Informatique - 3 ans

La charge d'amortissement des immobilisations est comptabilisée sous la rubrique "dotations aux amortissements" du compte de résultat.

Le profit ou la perte résultant de la sortie ou de la mise hors service d'un actif est déterminé comme étant la différence entre le produit de cession et la valeur comptable de l'actif. Le résultat net de cession de ces éléments non récurrents est présenté sous la rubrique "autres produits et charges d'exploitation" du compte de résultat.

4.7 Dépréciation d'actifs

Écarts d'acquisition

Au 30 juin 2025, aucun écart d'acquisition n'est constaté par le Groupe. Les différentes filiales du Groupe ont toutes été créées et aucune opération de croissance externe n'a eu lieu depuis la création du Groupe.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles comptabilisées par le Groupe sont des actifs amortis sur leur durée d'utilité estimée. Il n'existe pas d'immobilisations incorporelles pour lesquelles la durée de vie est considérée comme indéfinie.

À chaque date de clôture, le Groupe passe en revue la valeur comptable de ses immobilisations afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice de perte de valeur.

S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer le montant de la perte de valeur éventuelle. Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable d'un actif isolé (absence d'entrée de trésorerie largement indépendante des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupe d'actifs), le Groupe estime la valeur recouvrable de l'UCT à laquelle l'actif appartient.

La valeur recouvrable est le montant le plus élevé entre la juste valeur de l'actif (ou du groupe d'actifs), nette des coûts de cession, et sa valeur d'utilité. Cette dernière est déterminée en additionnant les valeurs actualisées des flux de trésorerie attendus de l'utilisation de l'actif (ou du groupe d'actifs). Les flux de trésorerie prévisionnels utilisés sont cohérents avec les plans d'affaires prévisionnels établis par le management du Groupe. Le taux d'actualisation retenu reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques liés à l'actif ou au groupe d'actifs.

Si la valeur recouvrable de l'actif (ou du groupe d'actifs) est inférieure à sa valeur comptable, celle-ci est ramenée à hauteur de la valeur recouvrable. La perte de valeur réversible est comptabilisée directement en charge dans le résultat opérationnel.

4.8 Passifs locatifs courants et non courants

En tant que locataire preneur, le Groupe reconnaît à l'actif un "droit d'usage", représentant son droit à utiliser l'actif pendant la durée du contrat, et au passif une dette locative représentative de son obligation de paiement des loyers (part fixe). Au compte de résultat, une charge d'amortissement du droit d'usage et la charge financière relative aux intérêts sur la dette de loyers se substituent en partie à la charge opérationnelle constatée précédemment au titre des loyers. Enfin, la présentation du tableau de flux de trésorerie est également impactée avec une amélioration des flux de trésorerie liés à l'activité au détriment des flux de trésorerie liés aux opérations de financement.

Le Groupe a retraité principalement ses contrats locatifs relatifs aux différents bureaux qu'il occupe. Les taux d'actualisation appliqués sont fondés sur le taux d'emprunt marginal du Groupe auquel est ajouté un "spread" pour tenir compte des environnements économiques de chaque pays où il est présent.

4.9 Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés au bilan lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Autres actifs financiers

Ces actifs correspondent d'une part à des dépôts de garantie, et d'autre part, au solde de trésorerie indisponible relatif au contrat de liquidité.

À chaque date d'arrêté, le Groupe apprécie s'il existe un indice objectif de perte de valeur de ces actifs. Le cas échéant, une perte de valeur est comptabilisée.

Dépôts de garantie

Ils correspondent aux sommes versées dans le cadre de contrats locatifs simples (biens mobiliers et immobiliers). Ces actifs sont comptabilisés et évalués au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif. Cependant, au vu de leurs caractéristiques, la valeur comptable correspond aux sommes versées initialement.

Autres actifs financiers non courants

Les autres actifs financiers sont évalués à leur juste valeur et correspondent au solde de liquidité indisponible relatif au contrat de liquidité mis en place en juillet 2009.

Titres auto-détenus

Les titres représentatifs du capital de STREAMWIDE auto-détenus par le Groupe (dans le cadre du contrat de liquidité et du programme de rachat d'actions) sont enregistrés en diminution des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Les cessions ultérieures sont imputées nettes d'effet d'impôt directement en capitaux propres et ne donnent lieu à l'enregistrement d'aucun résultat.

Créances clients et autres débiteurs

Les créances clients proviennent des ventes de biens et services réalisées par le Groupe dans le cadre de son activité. Les autres débiteurs comprennent essentiellement des créances de nature fiscale (comptes de TVA) et sociale. Ces actifs sont évalués et comptabilisés initialement à leur juste valeur puis évalués ultérieurement à leur coût amorti.

Une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il existe des indices objectifs indiquant que les montants dus ne pourront être recouvrés, totalement ou partiellement.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprend les liquidités immédiatement disponibles (comptes courants bancaires) et les placements mobilisables ou cessibles à court terme, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, et supportant un risque négligeable de changement de valeur (comptes à terme).

Ces actifs sont valorisés à leur juste valeur (valeur de marché) et le solde global des variations de juste valeur est porté au compte de résultat (produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie).

Passifs financiers courants et non courants

Les passifs financiers sont composés des emprunts bancaires et obligataires, ainsi que des découverts bancaires ponctuels. Les emprunts et découverts bancaires portant intérêts sont comptabilisés initialement pour le montant de trésorerie reçue, net des coûts directs d'émission éventuels. Ultérieurement, ils sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les différences entre les montants reçus, nets des coûts directs d'émission éventuels, et les montants dus lors du règlement ou du remboursement sont amorties sur la durée de l'emprunt. Ces montants sont inscrits en coût de l'endettement financier brut dans le compte de résultat.

Au 30 juin 2025, le Groupe n'utilise pas d'instruments composés, de produits dérivés d'instruments de couverture et ne recourt pas à des instruments de décomptabilisation.

Fournisseurs, dettes fiscales et sociales, autres créiteurs et passifs sur contrats de revenus

Les dettes fiscales comprennent essentiellement des comptes de TVA. Les dettes sociales regroupent principalement les dettes de congés payés, charges et cotisations sociales.

Les passifs sur contrats de revenus sont de deux natures :

- *Exploitation* : ils correspondent aux quotes-parts de chiffre d'affaires déjà facturées mais non encore reconnues en résultat suite à des périodes de reconnaissance postérieures à la période clôturée (par exemple, maintenance réglée d'avance)
- *Fiscaux* : ils correspondent à la quote-part de produits différés (Crédits d'Impôt Recherche) imputable aux projets immobilisés. Ils sont repris en résultat au même rythme que les amortissements pratiqués sur les immobilisations incorporelles qui ont généré ces crédits d'impôt.

Ces dettes sont évaluées et comptabilisées initialement à leur juste valeur puis évaluées ultérieurement au coût amorti.

4.10 Avantages du personnel

Retraites

Les cotisations relatives aux régimes à cotisations définies sont inscrites en charges au fur et à mesure qu'elles sont appelées.

Les engagements résultant de régimes à prestations définies, ainsi que leur coût, sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées.

Des évaluations ont lieu chaque année. Les calculs actuariels sont fournis par un expert indépendant. Ces régimes ne sont pas financés et leur engagement fait l'objet d'un passif au bilan. Le principal régime concerne les indemnités de fin de carrière (indemnités de départ à la retraite).

Les écarts actuariels résultent principalement des modifications d'hypothèses et de la différence entre les résultats selon les hypothèses actuarielles et les résultats effectifs des régimes à prestations définies. Ces écarts actuariels sont comptabilisés directement en résultat de la période. La charge opérationnelle comptabilisée au compte de résultat pour les régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus au cours de l'exercice, le coût des services passés, les écarts actuariels ainsi que les effets de toute réduction ou liquidation de régime, le cas échéant.

Le coût financier correspondant à la charge de désactualisation de la provision est comptabilisé en autres produits et charges financiers si le montant est considéré comme significatif.

Les régimes à prestations définies au sein du Groupe n'ont pas subi, depuis la création du Groupe, de modifications générant un quelconque coût des services passés.

Autres avantages accordés aux salariés

L'autre avantage à long terme pouvant être accordé par le Groupe concerne les médailles du travail. Au regard de l'âge moyen des salariés du Groupe, cet avantage n'est pas évalué.

Paielements fondés sur des actions

Conformément à la norme IFRS 2 "Paielements fondés sur des actions", les options d'achat ou de souscription d'actions ou les attributions d'actions gratuites portant sur le capital d'une des sociétés du Groupe, sont évaluées à leur juste valeur à la date d'octroi.

S'agissant d'un plan d'actions dont le paiement s'effectue en actions, la norme IFRS 2 impose la comptabilisation d'une charge (en contrepartie des capitaux propres) au titre de la juste valeur de l'avantage accordé aux salariés.

Cette charge doit être reconnue dans les charges de personnel au fur et à mesure de la période d'acquisition des droits par les bénéficiaires.

Au 30 juin 2025, concernant les BSAANE 2022 et les BSAANE 2025 émis au profit des managers, salariés et personne dénommées, et entièrement souscrits, leur juste valeur étant considérée comme non significative à leur date d'octroi, aucun retraitement n'a donc été comptabilisé.

4.11 Provisions et passifs éventuels

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation légale ou implicite actuelle vis-à-vis d'un tiers résultant d'un fait générateur passé, qui entraînera probablement une sortie de ressources représentative d'avantages économiques nécessaire pour éteindre l'obligation.

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation que le management du Groupe peut faire en date de clôture de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation. Ces montants sont actualisés si l'effet est jugé significatif.

Dans le cas où ce passif n'est ni probable, ni évaluable avec fiabilité, mais demeure possible, le Groupe fait état d'un passif éventuel dans ses engagements.

Les provisions constituées sont notamment destinées à couvrir les coûts probables que les procès ou litiges en cours, dont le fait générateur existe à la date de clôture de la période présentée, pourraient occasionner.

4.12 Charge (produit) d'impôts et impôts différés

La rubrique "charge / produit d'impôts" intègre l'impôt exigible au titre de l'exercice et l'impôt différé inclus dans le résultat de la période.

L'impôt exigible est déterminé sur la base du résultat fiscal de la période, qui peut différer du résultat comptable à la suite des réintégrations et déductions de certains produits et charges selon les dispositions fiscales en vigueur, et en retenant le taux voté ou quasi voté à la date de clôture de la période.

Des impôts différés sont constatés sur les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs et leurs valeurs fiscales, selon la méthode du report variable. Les taux utilisés sont les taux dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Les montants ainsi déterminés ne sont pas actualisés.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

La valeur comptable des actifs d'impôts différés est revue à la clôture de chaque exercice et réévaluée ou réduite le cas échéant pour tenir compte des perspectives de bénéfice imposable permettant l'utilisation des actifs d'impôts différés.

La Contribution Foncière des Entreprises (CFE) et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) sont considérées comme des charges opérationnelles et non comme des charges d'impôts.

4.13 Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre d'actions en circulation de la période et de la période précédente présentée est calculé hors actions d'autocontrôle.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe ajusté des effets des éventuels instruments dilutifs par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice, ajusté, le cas échéant, de toutes actions ordinaires potentiellement dilutives.

5. Recours à des estimations

L'établissement des états financiers nécessite d'utiliser et d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui peuvent affecter les montants figurant dans les états financiers. Le Groupe révisé ses estimations régulièrement mais il est possible que les montants effectifs se révèlent ultérieurement différents des estimations et hypothèses retenues.

Les principales estimations et appréciations retenues sont inhérentes à :

- La méthode de comptabilisation des frais de développement et plus spécifiquement aux durées d'utilités retenues, impactant les amortissements pratiqués et les valeurs nettes comptables ainsi déterminées ;
- La détermination des provisions à long et court terme, compte tenu des aléas susceptibles d'affecter l'occurrence et les coûts des événements constituant le sous-jacent de la provision ;
- L'évaluation des droits d'usage et des obligations locatives, tenant compte notamment de la durée des contrats de location et du taux d'actualisation approprié des paiements des loyers ;
- La répartition des montants courants et non courants relatifs aux produits fiscaux différés (crédit d'impôt recherche). Cette répartition tient compte d'une reprise sur 3 ans avec une partie courante correspondante donc au 1/3 du montant global.

6. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation retenu aux différentes périodes présentées est le suivant :

Société	Siège	% de contrôle		Méthode de consolidation
		30-juin-25	31-déc.-24	
STREAMWIDE SA	84 rue d'Hauteville 75010 PARIS			Soc. Mère
STREAMWIDE France SAS	84 rue d'Hauteville 75010 PARIS	100%	100%	IG
STREAMWIDE Romania	165 Splaiul Unirii, TN 3 Building, 3rd floor, Sector 3, 030133, BUCHAREST	100%	100%	IG
STREAMWIDE Inc.	1099 Wall Street West, Suite 354 LYNDHURST , New Jersey 07071	100%	100%	IG
STREAMWIDE Tunisie	Rue du Lac Constance Immeuble Green Center, C1.1, 1er étage Les Berges du Lac- TUNIS 1053	100%	100%	IG
STREAMWIDE PTE Ltd	141 Cecil Street 10.01-T.A.A. Building 069541 SINGAPORE	100%	100%	IG

StreamWIDE France SAS a été créée le 29 juin 2011. La société STREAMWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société a bénéficié, lors de sa création, d'un apport partiel d'actif effectué par STREAMWIDE SA, concernant son activité d'édition de logiciels applicatifs en France, en Europe et en EMEA.

StreamWIDE Romania a été créée en janvier 2006. La société STREAMWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société est un centre de Recherche et de Développement exclusivement au profit du Groupe.

StreamWIDE Inc a été créée en juillet 2007. La société STREAMWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société a une vocation commerciale pour la zone Amérique (Nord et Sud).

StreamWIDE Tunisie SARL a été créée le 3 janvier 2013. La société STREAMWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société, totalement exportatrice, est un centre de Recherche et Développement exclusivement au profit du Groupe, notamment dans le développement des applications mobiles des solutions de communications critiques.

StreamWIDE PTE LTD a été créée le 19 mai 2016. La société STREAMWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société permet de développer, de confirmer et de conforter la présence du Groupe dans cette zone géographique (Singapour et Asie du Sud Est).

Pour rappel, la société Beijing STREAMWIDE Technology, créée en septembre 2007, a été radiée et fermée en mai 2025 et n'est donc plus consolidée au 30 juin 2025. La société STREAMWIDE Signaling, créée le 25 juillet 2024 et dédiée à la gestion et au déploiement de la solution Team Signaling à destination essentiellement des collectivités locales, n'est pas consolidée au 30 juin 2025 car aucun mouvement significatif n'a été constaté depuis sa création.

7. Notes sur le compte de résultat consolidé

7.1 Chiffre d'affaires

En K€	30-juin-25	30-juin-24	31-déc-24	Variation
Licences	4 403	3 747	8 812	656
Maintenance	3 700	2 726	5 690	974
Prestations de services	2 817	2 563	6 008	254
SAAS récurrent	544	215	494	329
TOTAL CA	11 464	9 251	21 004	2 213
Autres produits	-	-	-	-
Subventions	-	-	-	-
Produits des activités ordinaires	-	-	-	-

Les plateformes de communications critiques **team on mission** et d'activités critiques **team on the run**, dont les revenus semestriels augmentent de +26% à 8,8 M€, représentent dorénavant 77% des revenus semestriels totaux du Groupe (+2 points par rapport au 1^{er} semestre 2024 et +7 points par rapport à l'exercice 2024).

Au 1^{er} semestre 2025, le Groupe a franchi une étape clé avec le lancement du déploiement d'un projet majeur pour le compte d'un acteur nord-américain de référence, témoignant de la pertinence de ses solutions et de sa capacité à exécuter des projets complexes, à grande volumétrie et à forte valeur ajoutée. Au 30 juin 2025, ce projet a déjà permis d'enregistrer un chiffre d'affaires de 1,7 M€ constitué de différents services professionnels de développements et d'intégration technique de la solution (1,4 M€) et de premiers revenus récurrents (0,3 M€ au titre du 2nd trimestre 2025).

D'autres projets ont été initiés et déployés au cours du 1^{er} semestre 2025, illustrant la stratégie de diversification du Groupe vers le marché Entreprises par rapport aux périodes précédentes où la croissance était principalement portée par le marché de la sécurité publique. Les revenus issus du partenariat avec Airbus Public Safety and Security (ex SLC) progressent légèrement à la suite de la renégociation contractuelle intervenue fin 2023. Les revenus issus du projet STORM (contrat pluriannuel de support signé en mai 2022) augmentent également au 1^{er} semestre 2025, sous l'effet des flux récurrents de support des plateformes en production.

Revenus récurrents SaaS à 0,5 M€ : pour la première fois, le Groupe isole cette nature de revenus car ils sont amenés à se développer de façon importante au cours des prochains mois, dès que le projet nord-américain sera entièrement déployé et commercialisé. Outre les revenus historiques issus de la solution **team on the run**, le Groupe enregistre également les premiers revenus récurrents liés au projet SaaS en Amérique du Nord (0,3 M€). Au 30 juin 2025, ces revenus récurrents se composent du support mensuel des datacenters facturé au partenaire. À termes, dès que le service sera proposé aux utilisateurs finaux et aux clients du partenaire, ils intégreront également les licences SaaS mensuelles.

Hausse de l'activité "legacy" à 2,7 M€ : l'activité historique "legacy" (solutions pour opérateurs télécom), qui ne nécessite plus ou peu d'investissements capitalistiques, représente 23% des revenus semestriels, contre 25% au 1^{er} semestre 2024. Les ventes de licences augmentent de +0,3 M€ sur la période consécutivement à une extension de plateforme pour un client américain et s'établissent ainsi à 0,5 M€ au 30 juin 2025. Les revenus issus des services "legacy" (0,1 M€) diminuent de -0,3 M€, par suite d'upgrades de plateformes réalisés au cours du 1^{er} semestre 2024 pour des clients historiques du Groupe.

Suite à ces prestations en Europe et Amérique du Nord en 2024, les flux récurrents de maintenance (2,1 M€) progressent de +0,4 M€ au 30 juin 2025.

7.2 Charges de personnel

En K€	30-juin-25	30-juin-24	31-déc-24	Variation
Salaires et traitements	2 841	2 609	5 440	232
Charges sociales	886	866	1 790	20
Avantages du personnel	-	-	-	-
TOTAL Charges de Personnel	3 727	3 475	7 230	252

	30-juin-25	30-juin-24	31-déc-24	Variation
Cadres	242	225	225	17
Non Cadres	-	-	-	-
TOTAL Effectif	242	225	225	32

Les coûts de certains salariés directement rattachés aux projets de développement sont activés au 30 juin 2025, au même titre que lors des périodes précédentes. Le montant brut immobilisé au 30 juin 2025 est de 4.380 K€, contre 3.392 K€ au 30 juin 2024 et 7.147 K€ au 31 décembre 2024. Ces montants diminuent donc d'autant les charges de personnel "nettes" telles qu'elles apparaissent dans le compte de résultat consolidé semestriel.

En K€	30-juin-25	30-juin-24	31-déc-24	Variation
Charges de personnel en résultat	3 727	3 475	7 230	252
Frais de développement activés	4 380	3 392	7 147	988
TOTAL charges brutes	8 107	6 867	14 377	1 240

Les charges de personnel, retraitées de l'impact présenté ci-dessus, augmentent sur la période de 1.240 K€. Cette progression provient principalement d'un effet "volume", augmenté en partie par les augmentations accordées fin 2024.

Au 30 juin 2025, l'effectif total du Groupe s'élève à 242 personnes contre 225 un an plus tôt. Des investissements techniques et humains ont été réalisés afin de permettre au Groupe de conserver son avance technologique éprouvée et de renforcer encore la souveraineté, la sécurité, la standardisation et l'évolutivité des solutions proposées.

À noter également que le Groupe a mis en place un accord d'intéressement pour la période 2023-2025 et qu'une provision de 98 K€ a ainsi été constatée au 30 juin 2025, contre 72 K€ au titre du 1^{er} semestre 2024.

7.3 Autres charges externes

En K€	30-juin-25	30-juin-24	31-déc-24	Variation
Achats de marchandises	-	-	-	-
Variations de stock	-	-	-	-
TOTAL ACHATS ET VAR. STOCKS	0	0	0	0
Achats études et prestations de services	91	39	111	52
Achats non stockés de marchandises	80	55	138	25
Sous traitance	21	21	174	0
Locations et charges locatives	609	467	815	142
Retraitement IFRS 16	-388	-334	-777	-54
Entretiens, réparations et maintenance	50	44	80	6
Assurances	66	63	106	3
Commissions et honoraires	688	480	930	208
Publicités, expositions et insertions	118	127	223	-9
Transports, déplacements et missions	228	221	408	7
Frais postaux et télécoms	167	147	299	20
Autres	179	134	326	45
TOTAL CHARGES EXTERNES	1 908	1 464	2 835	444

L'application depuis le 1^{er} janvier 2019 de la norme IFRS 16 "Contrats de location" entraîne la reconnaissance d'un droit d'usage pour les contrats de location simple s'accompagnant, outre la comptabilisation d'une dette locative en contrepartie, d'une approche patrimoniale relative aux actifs loués. Ainsi, l'amortissement dans le temps de ces droits d'usages remplacent les charges locatives (confer note 8.2 – Immobilisations corporelles). Au 30 juin 2025, l'impact est une diminution des charges locatives du Groupe de 388 K€ et un amortissement de période de 358 K€ (confer note 7.4 – Dotations aux amortissements et aux provisions).

Retraité de cet impact, les autres charges externes augmentent de 498 K€ sur la période par rapport au premier semestre 2024, suite essentiellement à des honoraires (dont honoraires de recrutement) en augmentation de 208 K€ et à des frais techniques et locatifs (data center et télécoms) en hausse de 162 K€ suite aux investissements dans l'infrastructure technique réalisés aux États-Unis début 2025, pour soutenir l'activité et la croissance de l'activité SaaS. L'évolution des autres postes se compense, reste peu significative et n'appelle pas de commentaire particulier, leurs évolutions étant en ligne avec celle des effectifs et de l'activité du Groupe.

7.4 Dotations aux amortissements et aux provisions

En K€	30-juin-25	30-juin-24	31-déc-24	Variation
Dotations aux amortissements incorporels	3 044	2 440	5 106	604
<i>dont frais de recherche et développement</i>	2 915	2 370	4 921	545
Dotations aux amortissements corporels	618	467	1 055	151
Dotations aux amortissements	3 662	2 907	6 161	755
Dotations aux provisions	10	25	35	-15
Reprises de provisions	-38	-	-	-38
Dotations aux provisions	-28	25	35	-53

Les amortissements des frais de développement sont de 2.915 K€ au 30 juin 2025 contre 2.318 K€ au 30 juin 2024 et 4.921 K€ en 2024.

Les amortissements constatés au premier semestre 2025 augmentent par rapport à ceux du premier semestre 2024 (+545 K€). L'augmentation des valeurs brutes activées depuis plusieurs exercices (5.527 K€ en 2022, 6.405 K€ en 2023 et 7.946 K€ en 2024), se répercute de fait sur le niveau des amortissements de période. Au premier semestre 2025, les valeurs brutes activées (5.032 K€) augmentent par rapport à celles du premier semestre 2024 (3.836 K€). Le nombre de versions majeures "releasées" est toujours de 2 par an, comme en 2024. Les amortissements démarrant lors de cette mise sur le marché, cela peut entraîner certains décalages dans les amortissements constatés d'un semestre à l'autre.

Enfin, la valeur nette globale des frais de développement activés au 30 juin 2025 est de 20.608 K€ contre 18.491 K€ au 31 décembre 2024 (confer note 8.1 – Immobilisations incorporelles), dont 19.668 K€ au titre des nouvelles solutions **team on mission** et **team on the run**. Aucun indicateur de perte de valeur n'est présent au 30 juin 2025.

Les amortissements corporels augmentent, quant à eux, de 151 K€. Au premier semestre 2025, les amortissements des droits d'usage sont de 358 K€ contre 283 K€ au premier semestre 2024. À noter que les amortissements relatifs aux investissements matériels réalisés aux États-Unis au premier semestre 2025 restent peu significatifs au 30 juin 2025, car la date de mise en service de cette nouvelle infrastructure est arrêtée au 30 mai 2025. Les amortissements annuels prévisionnels (12 mois) sont d'environ 1 M€.

Les dotations/reprises aux provisions comptabilisées au 30 juin 2025, tout comme au 30 juin 2024, ne sont pas significatives.

7.5 Autres produits d'exploitation et autres charges opérationnelles

Les autres produits d'exploitation (646 K€ au 30 juin 2025) correspondent essentiellement à la comptabilisation en résultat d'une partie des Crédits d'Impôt Recherche (581 K€) et des Crédits d'Impôt Innovation (37 K€). Ces derniers sont comptabilisés dans leur totalité en produits différés de l'exercice auquel ils se rattachent. Ils sont ensuite repris en résultat dès lors que les projets sous-jacents, qu'ils permettent de financer, sont amortis.

Le montant des reprises correspond donc à la quote-part des Crédits d'Impôt Recherche et Innovation affectée aux projets amortis sur la période. La reprise en résultat se fait au même rythme et dans les mêmes proportions relatives que les amortissements constatés sur les différents projets concernés.

Les amortissements étant plus importants au premier semestre 2025 par rapport au premier semestre 2024 (confer note 7.4 ci-dessus), les reprises en résultat des Crédits d'Impôt Recherche et Innovation le sont également (618 K€ contre 501 K€ au 30 juin 2024).

7.6 Éléments financiers et exposition aux risques

En K€	30-juin-25	30-juin-24	31-déc-24	Variation
Produits sur placements de trésorerie	161	246	460	-85
Coût financier brut	-233	-230	-465	-3
Coût financier net (charges nettes)	-72	16	-5	-88
Gains de change	53	157	299	-104
Pertes de change	-647	-20	-38	-627
Produits nets de cessions d'actifs	13	8	17	5
Total Impact Financier	-653	161	273	-814

Les produits sur placements de trésorerie correspondent aux intérêts financiers reçus ou à recevoir générés par les comptes à terme souscrits par le Groupe, exclusivement au niveau de la maison mère française. L'évolution défavorable des taux depuis fin 2024 et le niveau des placements du Groupe, stable au cours des 12 derniers mois, expliquent la diminution (-85 K€) des produits de placements.

Le coût financier brut correspond aux intérêts payés sur les emprunts contractés fin mars 2023 (7,5 M€). Ils restent stables au premier semestre 2025 car les taux que ces emprunts supportent sont fixes. La rémunération des différents comptes à terme souscrits par le Groupe permet de compenser en partie le coût financier de ces emprunts obligataires et bancaires.

Par ailleurs, l'application de la norme IFRS 16 "Contrats de location" implique de constater des intérêts financiers d'actualisation sur la dette locative comptabilisée. Ces intérêts sont de 47 K€ au 30 juin 2025 (contre 39 K€ au 30 juin 2024).

Les gains et pertes de change proviennent de la conversion de certains actifs / passifs en monnaies étrangères et du résultat de change réalisé sur les transactions en monnaie étrangère (essentiellement US Dollar), enregistrées notamment par les sociétés françaises.

L'évolution très négative du taux de change USD/€ sur la période a généré un impact net négatif de -594 K€ contre un produit net de 137 K€ au 30 juin 2024 et un produit net de 261 K€ fin 2024. Les variations de change ont donc été beaucoup plus défavorables en 2025 qu'en 2024. Cependant, il faut noter qu'un montant de 519 K€ correspond à des pertes de change latentes, sans effet cash, suite à la conversion de certains actifs / passifs intra groupes en monnaie étrangère.

Risque de change

Le groupe STREAMWIDE exerce ses activités en France et à l'international et peut donc être conduit à effectuer des transactions dans diverses devises étrangères.

Cependant, les flux les plus significatifs à date restent en euros (au niveau des coûts et des revenus), dans la mesure où la société mère et sa filiale française concentrent encore la majorité des transactions.

Les autres devises utilisées au sein du Groupe (USD américain, CNY chinois, RON roumain, TND tunisien et SGD singapourien) résultent essentiellement de l'activité des filiales situées hors zone euro, et concernent pour la Chine, la Roumanie et la Tunisie exclusivement des transactions intra groupe. Par ailleurs, les éléments financiers relatifs à ces filiales restent peu significatifs au regard des montants constatés au niveau du Groupe dans son ensemble. Concernant le dollar américain, les flux entrants (facturation en dollars US de certains clients) sont depuis plusieurs exercices plus importants que les flux sortants (coûts de fonctionnement de la filiale américaine), ce qui génère une position nette dollars USD excédentaire au 30 juin 2025.

Le Groupe n'a pas mis en place d'instruments dérivés de couverture de change. Dès lors que les flux nets deviendraient plus significatifs ou que l'impact de change réalisé pourrait être potentiellement négatif et important, des instruments de couverture simples du type change à terme pourraient être souscrits par le Groupe, pour se prémunir d'un risque de change impactant.

À date, les moyens mis en œuvre pour gérer le risque de change correspondent principalement à une surveillance régulière des cours de change, ainsi qu'à une analyse des risques par la direction financière et générale.

Autres risques financiers

L'exposition aux autres risques financiers (crédit, placements, liquidité et taux) est présentée dans les notes respectives sur l'état de la situation financière (8.5 "Actifs courants", 8.6 "Trésorerie et équivalent de trésorerie", 8.8 "Passifs financiers courants et non courants" et 8.10 "Autres passifs courants et non courants").

Un "covenant" unique accompagne les nouveaux emprunts contractés en mars 2023. Le ratio d'endettement (dette financière nette consolidée, hors passifs financiers / capitaux propres consolidés) doit rester inférieur ou égal à 1 au 31 décembre (confer ci-dessous note 8.8 "Passifs financiers courants et non courants" et note 9.2 "Engagement hors bilan").

7.7 Charges d'impôts

Le produit d'impôts est de 61 K€ au 30 juin 2025 (contre une charge de 464 K€ au 30 juin 2024 et de 1.302 K€ au titre de l'exercice 2024) et se décompose comme suit :

En K€	30-juin-25	30-juin-24	31-déc-24	Variation
Impôts exigibles	69	23	172	46
Impôts différés	-130	441	1 130	-571
Total Produit (-) / Charge d'impôts (+)	-61	464	1 302	-525

Les impôts exigibles proviennent essentiellement, au niveau statutaire, des filiales roumaine et tunisienne du Groupe. Pour rappel, les sociétés STREAMWIDE SA (société mère) et STREAMWIDE France (filiale détenue à 100%) ont opté pour le régime de l'intégration fiscale à compter du 1^{er} janvier 2012. La société STREAMWIDE SA est la société tête du groupe fiscal.

L'évolution des impôts exigibles provient de celle des résultats comptables et fiscaux de la filiale roumaine et de la filiale tunisienne constatés au 30 juin 2025.

Les variations et impacts liés aux impôts différés sont présentés dans la note 8.4 - Actifs et passifs d'impôts différés.

Le taux d'imposition différée retenu est de 25% au 30 juin 2025, taux appliqué depuis le 30 juin 2022. La preuve d'impôt s'établit comme suit au 30 juin 2025 :

En K€	30-juin-25	30-juin-24	31-déc-24
Résultat opérationnel	2 715	1 799	5 733
Coût de l'endettement financier net	-72	16	-5
Autres produits et charges financiers	-581	145	278
Taux d'impôt théorique	25,00%	25,00%	25,00%
Impôt théorique	516	490	1 502
Impôt courant	69	23	172
Impôt différé	-130	441	1 130
Impôt réel	-61	464	1 302
Taux d'impôt réel	-2,96%	23,67%	21,68%
Ecart sur taux	-27,96%	-1,33%	-3,32%
Ecart sur impôt	-577	-26	-200
Détail			
Déficits imputés dans l'exercice			
Déficits créés dans l'exercice	37	127	118
Retenues à la source et autres crédits d'impôts	-1	-22	-9
Différences permanentes et autres éléments	-593	-131	-309
	-557	-26	-200

Les principaux éléments à retraiter fiscalement sont les suivants :

- (i) Reprise des Crédits d'Impôt Recherche et Innovation en résultat : cette reprise, qui impacte positivement le résultat comptable, n'est pas fiscalisée. De fait, elle crée une différence entre l'impôt théorique (déterminé sur les seuls résultats comptables) et l'impôt réel. Au 30 juin 2025, les reprises sont de 618 K€, générant ainsi un écart d'impôt de - 155 K€, inscrit sous la rubrique "différences permanentes et autres éléments".
- (ii) Les investissements réalisés au États-Unis sont déductibles fiscalement l'année où ils sont engagés. Ces dépenses n'étant pas fiscalisées, elles créent une différence entre l'impôt réel et l'impôt théorique. Au 30 juin 2025, l'écart d'impôt net est de - 338 K€, inscrit sous la rubrique "différences permanentes et autres éléments".

Le résultat comptable de la société américaine du Groupe est positif de 1,5 M€ au 30 Juin 2025. Cependant, le résultat fiscal bénéficie quant à lui de la déductibilité des investissements réalisés au cours du premier semestre 2025, et n'est donc pas significatif au 30 juin 2025. Comme lors des périodes précédentes, aucun report déficitaire de la filiale américaine n'a été activé au 30 juin 2025.

Depuis le 31 décembre 2020, la société mère STREAMWIDE SA ne dispose plus de report déficitaire propre (avant intégration fiscale).

Au 30 juin 2025, les reports déficitaires créés post intégration fiscale sont quant à eux de 5.382 K€, après prise en compte d'un déficit fiscal d'intégration de -2.379 K€ (dont -301 K€ provenant de STREAMWIDE France SAS) au 30 juin 2025 et ont été activés.

La filiale américaine STREAMWIDE Inc., dispose quant à elle d'un report déficitaire de 2,7 M€ au 30 juin 2025. Aucun impôt différé actif n'est donc reconnu au 30 juin 2025 concernant STREAMWIDE Inc.

7.8 Résultat par action

Le calcul du résultat par action a été effectué sur la base du Résultat Net Part du Groupe de la période et :

- d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur la même période (résultat de base par action)
- d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur la même période, ajusté des effets de toutes actions ordinaires potentielles dilutives (résultat dilué par action).

Les calculs du nombre moyen pondéré d'actions et de nombre moyen dilué d'actions ordinaires sont les suivants :

Au 31 décembre 2024	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation	Nombre pondéré d'actions
Nombre pondéré d'actions ordinaires				2 690 651
Effet dilutif du plan d'attribution de bsa				0
Nombre moyen dilué d'actions ordinaires				2 690 651
Au 30 juin 2025	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation	Nombre pondéré d'actions
31.12.2024	2 804 807	146 647	2 658 160	443 086
31.01.2025		-356	2 658 516	442 841
28.02.2025		1 470	2 657 046	442 701
31.03.2025		840	2 656 206	442 423
30.04.2025		1 670	2 654 536	442 160
31.05.2025		1 579	2 652 957	442 262
30.06.2025		-617	2 653 574	0
Nombre pondéré d'actions ordinaires				2 655 473
Effet dilutif du plan d'attribution de bsa				-
Nombre moyen dilué d'actions ordinaires				2 655 473

Au 30 juin 2025, le Groupe dispose de 151.233 actions auto détenues, dont 147.575 au titre de son programme de rachat d'actions et 3.658 dans le cadre de son contrat de liquidité.

Le capital social de la Société, au 30 juin 2025, est de 280.480,70 € et se compose de 2.804.807 actions d'une valeur nominale de 0,1 € chacune, sans changement depuis le 31 décembre 2024.

Les résultats de base et dilués par action sont les suivants aux 30 juin 2025, 30 juin 2024 et 31 décembre 2024 :

En K€	30-juin-25	30-juin-24	31-déc-24	Variation
Résultat Net Part du Groupe	2 123	1 496	4 703	627
Effet net d'impôt des actions dilutives	-	-	-	-
Résultat net Part du Groupe	2 123	1 496	4 703	627
<i>Nombre moyen pondéré d'actions</i>	<i>2 655 473</i>	<i>2 751 628</i>	<i>2 690 651</i>	<i>-96 155</i>
Effet des actions ordinaires dilutives	-	-	-	-
<i>Nombre moyen dilué d'actions</i>	<i>2 655 473</i>	<i>2 751 628</i>	<i>2 690 651</i>	<i>-96 155</i>
Résultat de base par action (en €)	0,80	0,54	1,75	0,26
Résultat dilué par action (en €)	0,80	0,54	1,75	0,26

Si la totalité des BSAANE 2022 (97.750 au prix d'exercice de 42 €) et des BSAANE 2025 (59.360 au prix d'exercice de 68 €) venaient à être exercés, le Groupe dispose au 30 juin 2025 d'un nombre suffisant d'actions auto détenues pour servir les actions émanant de ces exercices. Aucun des 2 plans actuellement en cours n'est donc dilutif. Le nombre moyen dilué d'actions est ainsi identique au nombre moyen pondéré d'actions.

8. Notes sur l'état de la situation financière

8.1 Immobilisations incorporelles

En K€	31-déc-24	Acquisitions Dotations	Cessions Reprise	30-juin-25
Frais de développement	59 868	5 032		64 900
Concessions, brevets et licences	1 438	188	-21	1 605
Autres immobilisations incorporelles	18	7		25
Valeurs brutes	61 324	5 227	-21	66 530
Frais de développement	-41 377	-2 915		-44 292
Concessions, brevets et licences	-1 034	-120	21	-1 133
Autres immobilisations incorporelles	-14	-9		-23
Amortissements	-42 425	-3 044	21	-45 448
Valeurs nettes	18 899	2 183	0	21 082

Le Groupe utilise des moyens et des outils performants de gestion lui permettant d'isoler et de valoriser de façon fiable et constante ses différents projets de développement. Les frais de développement sont donc capitalisés, conformément à IAS 38. Les montants activés au premier semestre 2025 sont de 5.032 K€ contre 3.836 K€ au premier semestre 2024 et 7.946 K€ en 2024. Le montant de sous traitance a augmenté au premier semestre 2025 (518 K€ contre 309 K€ au premier semestre 2024). Les effectifs RD ont également augmenté sur la période, ce qui explique l'évolution des frais capitalisés. Le nombre d'heures consacrées au développement est ainsi de 118.716 (contre 105.002 au premier semestre 2024 et 105.716 au second). Le coût horaire moyen global de développement est en hausse de 11,5% au premier semestre 2025 par rapport au second semestre 2024, suite aux nouvelles embauches réalisées fin 2024 et début 2025, et aux augmentations salariales attribuées fin 2024.

Les montants activés au titre des différentes périodes présentées sont les suivants :

En K€	30-juin-25	30-juin-24	31-déc-24	Variation
Frais de développement activés	5 032	3 836	7 946	-2 914
Amortissements de la période	-2 915	-2 370	-4 921	2 006
Frais de développement cumulés	64 900	55 758	59 868	5 032
Amortissements cumulés	-44 292	-38 826	-41 377	-2 915
Valeur nette	20 608	16 932	18 491	2 117

Les frais de développement (valeur nette de 20.608 K€ au 30 juin 2025) se rattachent aux différents logiciels conçus et développés par le Groupe. Ils comprennent principalement le coût salarial des chercheurs et ingénieurs du Groupe dédiés à la conception, au développement et à la réalisation des différents logiciels. Leurs amortissements sont linéaires sur des durées de 5 ans.

Ces amortissements sont en hausse au 30 juin 2025 par rapport au 30 juin 2024 (2.915 K€ contre 2.370 K€) suite à la seule évolution des valeurs brutes activées. Au 30 juin 2025, comme au titre des clôtures antérieures, il n'existe pas d'indicateur de perte de valeur (confer note 7.4 – Dotations aux amortissements et provisions).

Les autres immobilisations incorporelles du Groupe se composent de licences et de logiciels informatiques acquis et restent peu significatives.

8.2 Immobilisations corporelles

En K€	31-déc-24	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	30-juin-25
Installations techniques	-			-
Installations générales, matériel, bureau	4 458	3 126	-478	7 106
Droits d'usage	5 792	179	-305	5 666
Valeurs brutes	10 250	3 305	-783	12 772
Installations techniques	-			-
Installations générales, matériel, bureau	-3 241	-260	263	-3 238
Droits d'usage	-3 233	-358	260	-3 331
Amortissements	-6 474	-618	523	-6 569
Valeurs nettes	3 776	2 687	-260	6 203

Les acquisitions effectuées au premier semestre 2025 concernent essentiellement du matériel informatique (infrastructure et serveurs Groupe situés aux États-Unis, dans 3 nouveaux data centers). Ces investissements vont permettre de soutenir la croissance de l'activité et notamment le déploiement d'un projet SaaS d'envergure en Amérique du Nord, qui devrait intervenir au 4^{ème} trimestre 2025.

À compter du 1^{er} janvier 2019, le Groupe a appliqué IFRS 16 "Contrats de location". Dans ce cadre, des droits d'usage liés aux différents contrats de location simples (essentiellement les baux locatifs au sein des différentes sociétés du Groupe) ont été comptabilisés à hauteur de 5.666 K€ en valeur brute, et tiennent compte de la revalorisation du bail locatif des locaux parisiens du Groupe intervenue en février 2022. Au 30 juin 2025, un amortissement cumulé de 3.331 K€ est également constaté, soit une dotation complémentaire de 358 K€ au titre du premier semestre 20245 contre 283 K€ au titre du premier semestre 2024.

8.3 Autres actifs financiers

En K€	31-déc-24	Acquisitions	Cessions	30-juin-25
Dépôts de garantie	382	22	-6	398
Autres actifs financiers non courants	227	119	-53	293
Valeurs brutes	609	141	-59	691
Amortissements / provisions	-138	-	-	-138
Valeurs nettes	471	141	-59	553

Les autres actifs financiers comprennent essentiellement :

- des dépôts de garantie et cautions donnés d'une part, dans le cadre des divers baux locatifs du Groupe pour les différents immeubles qu'il occupe en France, Roumanie, États-Unis et Tunisie et, d'autre part, dans le cadre de l'emprunt obligataire souscrit par le GIAC en juillet 2013 (participation de 126 K€ au Fonds de Garantie Mutualisé) ; ce dernier dépôt a fait l'objet d'une provision totale en 2022 car le GIAC étant en liquidation, il est très peu probable de récupérer cette participation. Les variations de période correspondent essentiellement à l'ajustement de certains dépôts de garantie ;
- le solde du compte courant lié au contrat de liquidité, mis en place depuis juillet 2009 (277 K€ au 30 juin 2025 contre 207 K€ au 31 décembre 2024), suite aux mouvements nets de période.

8.4 Actifs et passifs d'impôts différés

(En K€)	Déficits fiscaux	Décalage temporaire	Frais de développement	Autres écritures de consolidation	Total
Valeur nette au 31 décembre 2024	703	98	-4 623	-49	-3 871
<i>Impôts différés actifs</i>					-
<i>Impôts différés passifs</i>					-3 871
Variations Actif	642	5		4	
Variations Passif			-529		
Ecarts sur taux					
Valeur nette au 30 juin 2025	1 345	103	-5 152	-45	-3 749
<i>Impôts différés actifs</i>					-
<i>Impôts différés passifs</i>					-3 749

Le montant des actifs d'impôts sur déficits fiscaux (1.345 K€) se décompose comme suit au 30 juin 2024 :

- sur déficits fiscaux français : 1.345 K€ (703 K€ au 31 décembre 2024)
- sur déficits fiscaux américains : 0 K€ (0 K€ au 31 décembre 2024)

La filiale américaine génère au 30 juin 2025 un résultat opérationnel positif et un résultat fiscal nul, car les investissements réalisés début 2025 sont déductibles fiscalement. Les impôts différés actifs n'ont pas été reconnus au 30 juin 2025, position identique aux précédentes clôtures, sur les déficits antérieurs, dans l'attente des résultats fiscaux positifs au titre des prochains exercices. Les impôts différés reconnus sur les déficits antérieurs à 2018 (75 K€) sont dépréciés depuis 2023, de sorte qu'aucun impôt différé actif n'est plus reconnu sur les reports déficitaires américains au 30 juin 2025.

Concernant les sociétés françaises et compte tenu de l'intégration fiscale effective depuis le 1^{er} janvier 2012, les actifs et passifs d'impôts différés se décomposent de la manière suivante :

- la société STREAMWIDE SA ne dispose plus de reports déficitaires propres depuis le 31 décembre 2020. Dans le cadre de l'intégration fiscale, le Groupe dispose de 5.385 K€ de reports déficitaires au 30 juin 2025 (après prise en compte d'un résultat fiscal de période négatif de -2.379 K€), représentant 1.345 K€ d'actifs d'impôts différés. L'activation des déficits fiscaux est justifiée par les perspectives de résultats fiscaux positifs que le Groupe anticipe dans les prochaines années.
- le montant net cumulé des frais de développement activés en consolidation et comptabilisés en charges dans les comptes sociaux s'établit à 20.608 K€, générant un montant d'impôts différés passifs de 5.152 K€ ;
- les impôts différés actifs issus des décalages temporaires s'élèvent à 103 K€ à la clôture du semestre, dont (5) K€ au titre du premier semestre 2025. Les autres retraitements divers de consolidation génèrent quant à eux 45 K€ d'impôts différés passifs au 30 juin 2025.

Au 30 juin 2025, la position fiscale différée des sociétés françaises est donc un impôt différé passif net de 3.749 K€.

8.5 Actifs courants

En K€	30-juin-25	31-déc-24	Variation
Créances clients	9 702	12 578	-2 876
Autres débiteurs	1 807	1 567	240
Autres actifs fiscaux	3 338	2 019	1 319
Total Net	14 847	16 164	-1 317

Créances clients

Le détail des créances clients est le suivant au 30 juin 2025 et 31 décembre 2024 :

En K€	31-déc-24	Augmentation	Diminution	30-juin-25
Créances clients brutes	13 033		-2 915	10 118
dont Factures A Etablir	4 044		-1 294	2 750
Pertes de valeur	-455		-39	-416
Créances clients nettes	12 578	0	-2 915	9 702

L'évolution du poste clients reflète un niveau d'encaissement satisfaisant au cours du premier semestre 2025, qui permet d'absorber d'autant la hausse des créances clients liée à celle des revenus.

De par l'activité du Groupe et la différence qui peut exister entre les jalons de facturations et les périodes auxquelles sont reconnus et se rapportent les revenus, des actifs sur contrats de revenus significatifs (montant global de 2.750 K€ au 30 juin 2025) peuvent être comptabilisés en clôture. Ce montant est constitué de factures identifiées et relatives à quelques clients seulement (8 principaux fin juin 2025, dont 3 significatifs en France).

Le détail des échéances des créances clients présenté ci-dessous démontre qu'il n'existe pas de risque significatif d'éventuelles pertes de valeur sur ces créances, puisque 99 % des créances sont non échues ou avec des échéances inférieures à 3 mois. Par ailleurs, les encaissements constatés au troisième trimestre 2025 (5.686 K€ sur la période juillet-août 2025) confirment cette absence de risque significatif et le suivi efficace réalisé par le Groupe.

Balance Agée au 30 juin 2025

En K€	Total	Non échues	Echues < 3 mois	Echues 3-12 mois	Echues > 12 mois
Créances clients brutes	9 692	9 148	480	64	
dont FAE	2 750	2 750			
Créances douteuses brutes	426				426
Pertes de valeur	-416				-416
Créances clients nettes	9 702	9 148	480	64	10
		94%	5%	1%	0%

Balance Agée au 31 décembre 2024

En K€	Total	Non échues	Echues < 3 mois	Echues 3-12 mois	Echues > 12 mois
Créances clients brutes	12 569	12 128	384	57	
dont FAE	4 044	4 044			
Créances douteuses brutes	464				464
Pertes de valeur	-455				-455
Créances clients nettes	12 578	12 128	384	57	9
		96%	3%	1%	0%

Au 30 juin 2025, les créances non échues incluent des actifs sur contrats de revenus pour un montant global de 2.750 K€ dont près de 80% sont représentés par 28 factures identifiées envers 8 clients seulement. Ces factures seront établies au second semestre 2025 conformément aux échelons de facturation convenus contractuellement.

Pour rappel, fin 2024, le solde des créances clients non échues comprenait un montant de 4.044 K€ d'actifs sur contrats de revenus, là encore composé à près de 81% par 38 factures significatives envers 8 clients, dont une majorité ont été établies et réglées en 2025.

Au 30 juin 2025, les créances échues, dont l'échéance est supérieure à 12 mois (426 K€ TTC), correspondent à des clients et des factures parfaitement identifiés. Ces créances sont toutes provisionnées à 100%.

Les autres créances échues ne présentent pas de risque significatif de défaillance. Les principaux montants constitutifs de ces créances ont été recouvrés dans leur totalité à la date d'arrêté des comptes semestriels 2025.

Autres débiteurs

Les "autres débiteurs" comprennent essentiellement des créances fiscales (comptes de TVA pour 1.075 K€), des charges constatées d'avance pour 506 K€ et des avances faites à certains fournisseurs dans le cadre de projets futurs (33 K€).

Actifs fiscaux

Les actifs fiscaux se composent essentiellement des Crédits d'Impôt Recherche et Innovation non encore remboursés par l'État (2.861 K€) et des crédits d'Impôt Société (IS) provisionnés en 2025 (443 K€). Ainsi, au 30 juin 2025, la créance CIR/CII est composée de celle au titre du premier semestre 2025 pour un montant total de 902 K€, ainsi que de celle de 2024 pour un montant net global de 1.959 K€, dont le remboursement anticipé a été demandé et devrait intervenir au second semestre 2025.

Risque de crédit

Le risque de crédit du Groupe provient principalement des créances clients. Les montants présentés au bilan sont nets des pertes de valeur éventuelles. De par l'activité du Groupe, les principaux clients sont connus, solvables et ne présentent pas de risque significatif de défaillance. Par ailleurs, des procédures mensuelles ont été établies afin de limiter le risque de non recouvrement et des relances systématiques sont établies à l'attention de clients parfaitement identifiés.

Décomposition du risque de crédit au 30 juin 2025

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Prêts et créances	Dérivés
Créances clients	9 702	9 702		9 702	
Autres débiteurs	1 807	1 807		1 807	
Autres actifs fiscaux	3 338	3 338		3 338	
Equivalent de trésorerie	11 089	11 089	11 089		
Trésorerie	4 424	4 424	4 424		
Total créances nettes	30 360	30 360	15 513	14 847	-

Décomposition du risque de crédit au 31 décembre 2024

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Prêts et créances	Dérivés
Créances clients	12 578	12 578		12 578	
Autres débiteurs	1 567	1 567		1 567	
Autres actifs fiscaux	2 019	2 019		2 019	
Equivalent de trésorerie	9 500	9 500	9 500		
Trésorerie	5 458	5 458	5 458		
Total créances nettes	31 122	31 122	14 958	16 164	-

Au cours du premier semestre 2025, les 3 clients les plus contributeurs aux revenus du Groupe ont généré un chiffre d'affaires cumulé de 7.037 K€, soit près de 61% du chiffre d'affaires semestriel du Groupe. Au 30 juin 2024, 51% du chiffre d'affaires semestriel avait été généré par les 3 clients les plus contributeurs (et 53% au titre de l'ensemble de l'année 2024).

8.6 Trésorerie et équivalents de trésorerie

En K€	30-juin-25	31-déc-24	30-juin-24	Variation
Placements à terme	11 089	9 500	10 446	1 589
Comptes courants bancaires	4 424	5 458	4 555	-1 034
Total	15 513	14 958	15 001	555

Les placements à terme, au 30 juin 2025, sont de 11.089 K€ et se composent de différents comptes à terme auprès des différents partenaires bancaires du Groupe :

- 2.000.000 € auprès de HSBC ;
- 5.000.000 € auprès de La Banque Postale ;
- 3.500.000 € auprès de LCL ;
- 589.000 € auprès de l'UIB, filiale tunisienne de la Société Générale

Ces comptes à terme bénéficient tous d'une garantie de rendement et l'exposition du Groupe est très faible car ces placements sont totalement liquides.

Les comptes courants bancaires correspondent aux comptes de disponibilités du Groupe.

Le niveau de trésorerie brute du Groupe (avant prise en compte des dettes financières) atteint 15.513 K€ au 30 juin 2025, en augmentation de 555 K€ par rapport à la clôture annuelle 2024.

Cette variation s'explique par :

- (i) *des flux nets opérationnels positifs* de 9.825 K€, suite notamment au résultat de période (2.123 K€), à une Capacité d'Auto Financement positive de 5.641 K€ et à l'impact positif de la variation du BFR de période (4.184 K€) ;
- (ii) *des flux nets d'investissements négatifs* à hauteur de -8.292 K€, suite notamment aux investissements effectués en recherche et développement (5.228 K€ au 30 juin 2025 contre 3.836 K€ au 30 juin 2024 et 7.664 K€ au 31 décembre 2024) et dans l'infrastructure technique et matérielle du Groupe, notamment aux États-Unis (3.045 K€ au 30 juin 2025). Le remboursement du Crédit d'Impôt Recherche et Innovation 2024 (montant net de 1.959 K€) devrait être obtenu avant la fin de l'exercice 2025 et compenser ainsi, en partie, les investissements en RD réalisés par le Groupe au titre de 2025 ;
- (iii) *des flux nets de financement négatif* à hauteur de -975 K€, suite notamment (i) aux remboursements de période des dettes financières (-713 K€) et (ii) aux mouvements de période (achats nets) intervenus sur les actions auto détenues (-152 K€).

Risque sur actions et autres placements

La politique du Groupe est de rémunérer ses excédents de trésorerie avec une prise minimale de risque. Au 30 juin 2025, les comptes à terme à rendement garanti sont investis à hauteur de 11.089 K€, avec des échéances comprises entre 3 et 6 mois.

8.7 Capitaux propres

En K€	30-juin-25	31-déc-24	Variation
Capital social	280	280	0
Prime d'émission	4 257	4 163	94
Réserve légale	30	30	0
Résultats non distribués	26 351	23 839	2 512
Titres auto détenus	-3 667	-3 482	-185
Total	27 251	24 830	2 421

Le capital social de la société mère STREAMWIDE SA se compose, depuis fin juin 2023, de 2.804.807 actions d'une valeur nominale de 0,10 € chacune. Aucune modification n'est intervenue au cours du premier semestre 2025.

La prime d'émission (4.257 K€) correspond à l'excédent du prix d'émission sur la valeur nominale des actions attribuées aux bénéficiaires (i) lors de l'introduction en bourse du Groupe en novembre 2007 (5.285 K€), (ii) lors de l'augmentation de capital réservée en octobre 2013 (2.633 K€), (iii) lors des opérations relatives aux souscriptions, en 2015, et exercices, en 2021, des 2.325.000 BSA et à l'émission de 135.799 actions nouvelles (1.907 K€), (iv) lors de l'émission et la souscription de 100.850 BSAANE 2022 au prix de 0,75 € en novembre 2022 (75 K€) et (v) lors de l'annulation de 248.491 actions en juin 2023 (-5.730 K€) et (vi) lors de la souscription de 59.360 BSAANE 2025 au prix de 1,57 € en mai 2025 (93 K€).

Les réserves consolidées correspondent aux résultats consolidés cumulés après prise en compte des dividendes distribués antérieurement. En ajoutant la réserve légale (30 K€) aux résultats non distribués (26.351 K€), le montant obtenu (26.381 K€) correspond bien aux montants indiqués dans le tableau de variation des capitaux propres, sous les rubriques "réserves et résultats consolidés" (26.418 K€), "gains et pertes directement en capitaux propres" (- 253 K€) et "autres variations" (216 K€).

Le montant en "titres auto détenus" correspond à la valorisation au cours de transaction des actions de la Société détenues dans le cadre de son contrat de liquidité et de son programme de rachat d'actions.

Titres autodétenus

	31-déc-24	Acquisitions	Cessions	30-juin-25
En nombre d'actions	146 647	13 405	-8 819	151 233
En montants (€uro)	3 482 361	460 705	-276 077	3 666 989

Les flux présentés en acquisitions / cessions de période incluent l'ensemble des opérations intervenues dans le cadre du programme de rachat au cours du premiers semestre 2025 incluant le contrat de liquidité.

Au cours du premier semestre 2025, hors contrat de liquidité, la Société a acquis 6.287 actions (217 K€).

Au cours du premier semestre 2025, le nombre d'actions acquises dans le cadre du contrat de liquidité s'est élevé à 7.118 actions (au cours moyen de 34,27 €) et le nombre d'actions cédées à 8.819 (au cours moyen de 35,08 € pour un prix de revient moyen de 31,30 €). La plus-value ainsi réalisée (33 K€) est inscrite en réserves consolidées.

Au 30 juin 2025, le contrat de liquidité, opéré par la société Louis Capital Market depuis novembre 2013, est investi à hauteur de 3.658 actions de la Société contre 5.359 actions au 31 décembre 2024, et présente un solde de liquidité de 208 K€ (confer note 8.3 - Autres actifs financiers) contre 145 K€ au 31 décembre 2024. À noter également que la Société dispose au 30 juin 2025 de 147.575 titres acquis dans le cadre de son programme de rachat d'actions. L'ensemble de ces actions ayant été acquis à un cours moyen inférieur au cours de clôture constaté au 30 juin 2025 (40,30 €), aucune perte de valeur n'est à constater et le solde net des actions auto détenues inscrit en capitaux propres est de 3.667 K€ au 30 juin 2025.

8.8 Passifs financiers courants et non courants

Passifs financiers non courants (en K€)	30-juin-25	31-déc-24	Variations
Emprunts bancaires et obligataires	6 120	6 713	-593
Total	6 120	6 713	-593
Passifs financiers courants (en K€)	30-juin-25	31-déc-24	Variations
Emprunts bancaires et obligataires	1 265	1 384	-119
Total	1 265	1 384	-119

En mars 2023, le Groupe a émis un emprunt obligataire de 5.000 K€ entièrement souscrit par France Économie Réelle, représenté par sa société de gestion Delta Alternative Management. Cet emprunt, remboursable in fine dans 5 ans, porte un taux de 5,5% annuel. En parallèle, un emprunt bancaire amortissable en 5 ans d'un montant de 2.500 K€ a été souscrit auprès de La Banque Postale et porte un taux, hors garantie, de 3,8% annuel.

Pour rappel, le Groupe a obtenu, en avril 2022, un emprunt bancaire auprès du Crédit Lyonnais pour un montant de 500 K€ afin de financer les travaux réalisés dans les locaux parisiens du Groupe. Cet emprunt a une durée de 5 ans et un taux de 0,8%.

Enfin, en 2020, le Groupe a bénéficié d'un Prêt Garanti par l'État (PGE) d'un montant global de 2.522 K€. Le Groupe a opté pour un amortissement sur 5 ans, avec une année de différé de remboursement. Les remboursements sont trimestriels et prendront fin en juillet et août 2026.

La dette financière globale (montant nominal de 10.522 K€ et montant net au 30 juin 2025 de 7.385 K€) a donc été classée en passifs financiers non courants (échéances > 1 an) à hauteur de 6.120 K€ et en passifs financiers courants (échéances < 1 an) à hauteur de 1.265 K€.

La dette financière obligataire est assortie d'un ratio financier (covenant), calculé en fonction des données consolidées annuelles du Groupe (date de test au 31 décembre de chaque année) et qui se résument comme suit (confer note 9.2 - Engagements hors bilan) :

- Dette financière nette consolidée (hors dettes locatives) < capitaux propres consolidés

Au 30 juin 2025, même s'il n'y a aucune obligation contractuelle de calcul et de test du ratio, ce dernier est respecté, la dette financière nette consolidée étant négative à hauteur de (8,1) M€ et les capitaux propres consolidés positifs à hauteur de 27,3 M€.

Risque de taux

La dette obligataire supporte un taux fixe de 5,5% annuel.

Les dettes bancaires supportent des taux fixes de 0,8% annuel et 3,8% annuel.

Les PGE supportent un taux fixe de 0,29% annuel assorti d'une garantie allant de 0,25% la première année à 1% les 3 dernières années de remboursement.

Le Groupe n'est donc pas exposé au risque de taux dans la mesure où ses dettes financières supportent toutes un taux fixe.

8.9 Provisions

Provisions Non Courantes (en K€)	30-juin-25	31-déc-24	Variations
Avantages du personnel	418	390	28
Total Provisions	418	390	28
Provisions Courantes (en K€)	30-juin-25	31-déc-24	Variations
Litiges	-	-	-
Total Provisions	0	0	0

Les variations des provisions constatées au cours des périodes présentées se détaillent comme suit, par nature de provisions :

En K€	PIDR	Litiges
Au 31 décembre 2024	390	0
Dotations	28	
Utilisations		
Reprises sans objet		
Au 30 juin 2025	418	0

Les échéances et les montants provisionnés sont appréhendés en fonction du degré d'avancement des procédures et des risques estimés.

Les avantages du personnel concernent exclusivement les indemnités de fin de carrière versées lors du départ à la retraite des salariés.

Avantages du personnel

Les principaux régimes post emploi concernent les indemnités de fin de carrière versées lors du départ à la retraite du salarié.

Les droits au titre de ce régime sont définis par la Convention Collective Nationale des Bureaux d'Études Techniques, Cabinets d'Ingénieurs-Conseils, Sociétés de Conseil (Syntec). Les principales hypothèses actuarielles retenues par le Groupe pour évaluer la valeur totale des engagements sont les suivantes :

	30-juin-25	31-déc-24
Taux d'actualisation	3,55%	3,44%
Taux de turn over moyen	8,80%	8,80%
Taux de revalorisation des salaires	3,00%	3,00%

Les autres hypothèses retenues concernent le type de départ en retraite (à l'initiative du salarié), l'âge de départ à la retraite (67 ans), le taux de charges sociales patronales (45%) et la table de mortalité (INSEE 2022).

La variation de la provision pour indemnités de fin de carrière à verser est la suivante au premier semestre 2025 :

En K€	PIDR
Au 31 décembre 2024	390
Coûts des services rendus	19
Coût de l'actualisation	7
Gains et pertes actuariels	2
Au 30 juin 2025	418

La variation de l'engagement au cours du premier semestre 2025 s'élève donc à 28 K€, comptabilisé dans le résultat opérationnel du Groupe au sein des charges de personnel.

Le coût de l'actualisation est conservé en résultat opérationnel (et n'est donc pas isolé dans les charges / produits financiers) car il est considéré comme non significatif. Les gains et pertes actuariels sont également comptabilisés directement en résultat.

Autres avantages du personnel

Aucun autre avantage du personnel n'existe au sein du Groupe au 30 juin 2025.

8.10 Autres passifs courants et non courants

en K€	30-juin-25	31-déc-24	Variations
Passifs locatifs non courants	1 947	2 236	-289
Passifs locatifs courants	591	508	83
Produits fiscaux différés non courants	2 666	2 229	437
Produits fiscaux différés courants	1 333	1 114	219
Passifs d'impôts différés	3 749	3 871	-122
Fournisseurs et autres créditeurs	941	652	289
Dettes sociales	1 770	1 714	56
Dettes fiscales	2 576	2 147	429
Produits constatés d'avance	7 572	6 478	1 094
Total autres passifs	23 145	20 949	2 196

La juste valeur des dettes fournisseurs et autres créditeurs est équivalente à leur valeur comptable compte tenu des échéances à court terme de ces dettes.

Par ailleurs, la valeur des montants versés et encaissés en contrepartie des produits différés et constatés d'avance correspond aux valeurs des passifs constatés.

Depuis le 1^{er} janvier 2019, l'application de IFRS 16 "Contrats de location" implique de reconnaître un passif locatif en contrepartie du droit d'usage activé. Au 30 juin 2025, ce passif locatif est classé en dette non courante (échéance supérieure à 12 mois) et courante (échéance inférieure à 12 mois). Les montants sont respectivement de 1.947 K€ et 591 K€, pour un passif locatif total de 2.538 K€. L'évolution par rapport à la clôture précédente provient seulement de l'effet temps, de l'amortissement du droit d'usage et de l'actualisation de la dette locative en contrepartie.

Les produits fiscaux différés correspondent aux Crédits d'Impôt Recherche et Innovation considérés par le Groupe comme des produits différés, repris en résultat au même rythme que les amortissements des frais de développement activés.

Au 31 décembre 2024, le solde de 3.343 K€ se détaillait comme suit :

- au titre de l'exercice 2022 :	610 K€	(dont 36 K€ de CII)
- au titre de l'exercice 2023 :	1.227 K€	(dont 53 K€ de CII)
- au titre de l'exercice 2024 :	1.506 K€	(dont 86 K€ de CII)

Suite aux amortissements constatés au premier semestre 2025, une reprise de CIR/CII à hauteur de 618 K€ a été enregistrée (confer note 7.5 - Autres produits d'exploitation et autres charges opérationnelles). Cette reprise vient donc solder le CIR/CII au titre de 2022 et diminue le solde au titre de 2023 de 8 K€.

Le montant global et cumulé des Crédits d'Impôt Recherche différés au 30 juin 2025 est donc de 3.999 K€ et correspond donc aux Crédits d'Impôt Recherche suivants :

- au titre de l'exercice 2023 :	1.598 K€	(dont régularisations de 372 K€)
- au titre de l'exercice 2024 :	1.506 K€	
- au titre du premier semestre 2025 :	902 K€	

Les passifs d'impôts différés, considérés comme non courants, sont de 3.749 K€ au 30 juin 2025 contre 3.871 K€ au 31 décembre 2024. Ils proviennent principalement du retraitement lié à l'activation des frais de développement. L'impact net cumulé de ce retraitement est, depuis l'exercice 2020, supérieur aux reports fiscaux déficitaires (20,6 M€ contre 5,4 M€ de reports fiscaux déficitaires à fin juin 2025, soit un montant net de 15,2 M€), ce qui implique donc une position nette passive d'impôts différés pour les sociétés françaises du Groupe (15,2 M€ * 25%, soit 3,8 M€), représentant dans le cadre de l'intégration fiscale, une seule et même entité fiscale.

Les fournisseurs et autres créditeurs augmentent légèrement au 30 juin 2025 par rapport au 31 décembre 2024, suite au cours normale de l'activité, et sans appeler de commentaire particulier.

Les dettes sociales concernent principalement les cotisations envers les différents organismes sociaux, dues au titre du second trimestre 2025, et qui ont été réglées en juillet 2025. Leur évolution est cohérente avec celle des effectifs du Groupe sur la période concernée.

Les dettes fiscales se composent essentiellement des comptes de TVA collectée. Par ailleurs, la composition, à la clôture semestriel 2025, des créances clients (notamment des actifs sur contrats de revenus), explique le solde important constaté au 30 juin 2025 et sa variation.

Les produits constatés d'avance (passifs sur contrats de revenus) proviennent essentiellement du cycle opérationnel du Groupe. Les décalages existants entre les jalons de facturation de certains contrats et les prestations sous-jacentes, ainsi qu'entre certaines facturations annuelles de maintenance et les périodes couvertes par ces maintenances, impliquent des écritures de régularisation en clôture de période et/ou d'exercice.

L'évolution constatée au 30 juin 2025 provient essentiellement de factures établies en fin de période envers deux clients significatifs (un nouveau client en Amérique du Nord et un client identique depuis fin 2018).

Risque de liquidité

Le risque de liquidité s'analyse comme le risque que le Groupe encourt s'il n'est pas en mesure d'honorer ses dettes à leur date d'échéance. Afin de gérer ce risque de trésorerie, le Groupe a mis en place un suivi mensuel de sa trésorerie et une gestion prévisionnelle de ses besoins de financement, afin de contrôler son entière capacité à honorer ses passifs exigibles.

L'exposition maximale au risque de liquidité aux 30 juin 2025 et 31 décembre 2024 est la suivante :

Décomposition du risque de liquidité au 30 juin 2025

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Dettes au coût amorti	Dérivés
Dettes financières CT/LT	7 385	7 385		7 385	
Dettes locatives	2 538	2 538		2 538	
Fournisseurs et autres créditeurs	941	941		941	
Dettes fiscales et sociales	4 346	4 346		4 346	
Produits différés CT/MT	15 320	15 320		15 320	
Total	30 530	30 530	-	30 530	-

Décomposition du risque de liquidité au 31 décembre 2024

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Dettes au coût amorti	Dérivés
Dettes financières CT/LT	8 098	8 098		8 098	
Dettes locatives	2 744	2 744		2 744	
Fournisseurs et autres créditeurs	652	652		652	
Dettes fiscales et sociales	3 861	3 861		3 861	
Produits différés CT/MT	13 692	13 692		13 692	
Total	29 047	29 047	-	29 047	-

À noter que seules les dettes d'exploitation (fournisseurs et autres créditeurs) et les dettes fiscales et sociales donnent lieu à des décaissements de trésorerie réels et certains.

Les produits différés CT/MT (part du Crédit d'Impôt Recherche et Innovation différée en résultat en parallèle de l'amortissement constaté sur les frais de développement et passifs sur contrats de revenus), ainsi que les dettes locatives, ne peuvent raisonnablement donner lieu à de quelconques décaissements non appréhendés dans le temps.

Concernant les dettes financières (confer note 8.8 – Passifs financiers courants et non courants), les décaissements annuels (principal et intérêts) relatifs aux différents remboursements sont les suivants :

- emprunts bancaires : 463 K€ au titre du second semestre 2025 (et 927 K€ en 2026)
- emprunts PGE : 321 K€ au titre du second semestre 2025 (et 478 K€ en 2026)

Au 30 juin 2025, le Groupe dispose d'une solide situation de trésorerie, brute et nette, lui permettant de couvrir le cycle de financement de l'activité.

9. Autres informations

9.1 Informations sectorielles

Le Groupe, spécialisé dans l'édition de logiciels, n'opère ses activités que dans un seul secteur : il conçoit, produit, commercialise et assure la maintenance d'un ensemble de logiciels de services à valeurs ajoutées (à destination des opérateurs de télécommunications fixes et mobiles du monde entier) et de logiciels de communications et d'activités critiques à destination des administrations et entreprises (**team on mission** et **team on the run**). Les règles et la nature des revenus étant identiques, le Groupe continue donc de ne présenter qu'un seul secteur d'activité. Différentes solutions applicatives et différents modes de commercialisation (SaaS et "on premise") pourraient cependant coexister à terme, éléments qui justifieraient alors une présentation sectorielle détaillée s'il en était nécessaire. La seule évolution au 30 juin 2025 a été de présenter de façon isolée une ligne de revenus "SaaS" car cette dernière, encore peu significative, pourrait être amené à se développer fortement dans les prochains mois. En fonction de l'évolution réelle constatée fin 2025 et au premier semestre 2026, les informations sectorielles du Groupe devront alors sans doute être modifiée et complétée.

En conséquence, en 2025, le Groupe ne distingue pas dans son reporting financier et dans son mode d'organisation interne, de secteurs d'activité. Les prestations de services et la maintenance ne pouvant être séparés et analysés en dehors de la vente de logiciels, elles font partie intégrante du secteur unique dans lequel le Groupe intervient et réalise ses ventes.

Le Groupe distingue cependant plusieurs zones géographiques, eu égard à son organisation interne (notamment au niveau du service commercial) et à son analyse des différents marchés locaux qu'il adresse. Outre une distinction France _ Export que le Groupe utilise dans sa communication relative au chiffre d'affaires, différentes zones géographiques, plus fines et plus précises, peuvent être retenues au niveau du chiffre d'affaires. Les données relatives aux premiers semestres 2025 et 2024, ainsi qu'à l'exercice 2024, sont présentées ci-dessous.

(en K€)	30-juin-25	30-juin-24	31-déc-24	Variations
CA France	7 187	6 835	14 585	352
CA Export	4 277	2 416	6 419	1 861
dont Europe	785	1 185	3 454	-400
dont Amériques	3 194	576	1 797	2 618
dont Afrique	89	130	261	-41
dont Moyen Orient	103	362	594	-259
dont Asie - Pacifique	106	163	313	-57
TOTAL CA	11 464	9 251	21 004	2 213

La répartition géographique des revenus est de 63/37 (France / Export) au titre du premier semestre 2025, contre 70/30 pour l'exercice 2024 dans son ensemble. Les revenus "France" restent donc majoritaires, suite notamment aux revenus générés par le projet STORM, par le partenariat technologique avec Airbus PSS et par le marché interministériel MSI. Cependant, le premier semestre 2025 est marqué par une hausse très significative des revenus "Amériques". Cette forte dynamique est portée par un projet SaaS d'envergure avec un nouveau client nord-américain. Si le déploiement du projet doit intervenir au 4^{ème} trimestre 2025, les différents phases techniques préliminaires et en amont du déploiement opérationnel ont permis de générer d'ores et déjà près de 1,7 M€ de revenus au 30 juin 2025. À noter qu'en dehors de ce projet SaaS, la dynamique commerciale aux États-Unis est également présente dans les offres "corporate" (Canada notamment) et "legacy" (Canada et Amérique du Nord).

Le chiffre d'affaires "France" augmente de 352 K€ suite aux revenus liés au déploiement du projet STORM (revenus de licences qui diminuent et revenus de maintenance qui progressent mais qui ne recouvrent pas encore les revenus antérieurs de licences) et au partenariat technologique signé fin 2018 avec Airbus PSS (ex Airbus SLC).

Le chiffre d'affaires "Export" augmente quant à lui pendant la période (+1.861 K€), suite, comme indiqué ci-dessus, à une progression marquée des revenus "Amériques" (+2.618 K€) alors que les autres zones restent stables ou diminuent légèrement suite à des calendriers de déploiement moins favorables début 2025 que lors de l'exercice 2024 ("Europe" en diminution de 400 K€ et "Moyen Orient" en baisse de 259 K€).

Concernant les actifs, passifs, amortissements, investissements et résultats opérationnels par secteurs géographiques, ces derniers ne sont pas présentés dans la présente note car cette information n'est pas pertinente pour la compréhension de l'activité du Groupe.

Depuis 2019, le Groupe distingue également les revenus issus de son activité historique "legacy" et ceux issus de son activité "plateformes", relative aux nouvelles solutions de communications et d'activités critiques **team on mission** et **team on the run**. Ils se détaillent comme suit au 30 juin 2024 :

(en K€)	30-juin-25	30-juin-24	31-déc-24	Variations
CA "Plateformes"	8 774	6 969	14 658	1 805
CA "Legacy"	2 690	2 282	6 346	408
TOTAL CA	11 464	9 251	21 004	2 213

Depuis 2018, la croissance des revenus du Groupe provient très majoritairement des nouvelles solutions de communications et d'activités critiques et sécurisées, développées par le Groupe depuis quelques années. L'exercice 2024 et le premier semestre 2025 confirment encore cette tendance et valident la stratégie du Groupe et son repositionnement vers des marchés porteurs et à fort potentiel. L'activité "legacy" représente toujours un marché de niche où des opportunités existent en fonction des différents cycles et périodes considérés.

9.2 Engagements hors bilan

Au 30 juin 2025, le Groupe n'a reçu aucun engagement hors bilan.

Pour mémoire, le nantissement du fonds de commerce au profit du GIAC a été levé en mars 2023, suite au remboursement plein et entier de l'emprunt obligataire émis en 2013.

Dans le cadre des nouveaux emprunts contractés en mars 2023 (5.000 K€ obligataires et 2.500 K€ bancaires), la Société a nanti les actions de sa filiale française STREAMWIDE France SAS (3.050.018 actions), qu'elle détient à 100%.

Par ailleurs, ces emprunts sont également assortis d'un ratio financier à respecter (covenant), calculé sur les données consolidées annuelles du Groupe :

- Dette financière nette consolidée (hors passifs locatifs) < capitaux propres consolidés

Au 30 juin 2025, même s'il n'y a aucune obligation contractuelle, le ratio est respecté, la dette financière nette consolidée étant négative à hauteur de (8,1) M€ et les capitaux propres consolidés positifs à hauteur de 27,3 M€.

Enfin, deux cautions bancaires ont été émises en faveur d'un client étranger du Groupe (zone Afrique), dans le cadre de garantie de bonne fin et de paiement. Ces garanties sont limitées dans leur montant et leur durée de validité. Au 30 juin 2025, le montant global d'engagement est de 36,1 K€ sans changement par rapport au 31 décembre 2024.

9.3 Transactions entre parties liées

Les relations entre la société mère STREAMWIDE SA et ses différentes filiales sont des relations classiques entre une société mère et des filiales opérationnelles. Aussi, certains services communs au Groupe (notamment travaux de recherche et développement) et effectués par les filiales sont refacturés à la société mère, qui centralise l'ensemble des coûts de développement des différents projets.

En contrepartie, la société mère refacture différents services aux filiales, (management fees et sous locations immobilières à la société STREAMWIDE France SAS), et des royalties aux filiales à visée commerciale (STREAMWIDE France SAS et STREAMWIDE Inc.). Ces refacturations sont effectuées aux conditions de marché et sont éliminées en consolidation.

Aucune autre relation ou opération significative avec des parties liées au Groupe n'a été recensée au cours des périodes concernées.

La rémunération des dirigeants, uniquement mandataires sociaux, est indiquée dans la note ci-dessous.

9.4 Rémunération des dirigeants

La rémunération brute (rémunération fixe et prime variable sur objectifs) versée aux dirigeants mandataires sociaux, s'élève à 225.330 € bruts au titre du premier semestre 2025, contre 216.890 € bruts au premier semestre 2024. Cette rémunération a été versée à hauteur de 148.847 € bruts par STREAMWIDE SA et à hauteur de 76.483 € bruts par la filiale américaine StreamWIDE INC.

Pour rappel, au titre de l'exercice 2024, la rémunération brute des dirigeants mandataires sociaux s'élevait à 433.925 € bruts (rémunération totale incluant les versements de la Société française pour 286.375 €, et ceux de la filiale américaine pour 147.550 €).

Aucun autre engagement n'a été contracté au profit des mandataires sociaux.

9.5 Événements importants survenus depuis la date de clôture

Aucun évènement post clôture significatif n'a été identifié entre la date de clôture et la date d'examen des comptes consolidés semestriels clos au 30 juin 2025.

Outre les incertitudes sur l'évolution de l'économie mondiale du fait des opérations militaires en Ukraine, il n'existe pas à la connaissance de la Société des éléments ou d'évènements susceptibles d'avoir un impact significatif sur sa situation financière, son patrimoine, son résultat et ses activités, autres que ceux déjà pris en compte pour l'arrêté de ses comptes au 30 juin 2025.